

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris . Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Le Parti Socialiste français devant la 3^e Internationale (Ray. Lefebvre). — De l'Alliance à la Fusion (Varine). — Le Proletariat russe (L. Trotsky). — Héros et Martyrs du Communisme : A. P. Nicolaev. — L'Expulsion des Princes (Jacques Sadoul).

Le Parti Communiste et les Syndicats (G. Zinoviev). — La Maladie Infantile du Communisme (N. Lenine). — Trois années de régime économique des Soviets (J. Larine). — La mère et l'enfant en Russie soviétique (Vera). — Bibliothèque communiste.

LE DERNIER ARTICLE DE RAYMOND LEFEBVRE

Le Parti Socialiste Français devant la III^e Internationale

Le Kremlin, 5 août 1920.

En déclarant devant nous tous, à la Commission du Congrès : « *Reconstruction, mot absurde* », Marcel Cachin a marqué que, pour son propre compte et pour le compte de Frossard, il faisait le geste d'abandonner brutalement la politique de la majorité actuelle, tant avait fait sur lui une impression forte le spectacle des séances du Congrès. La comparaison entre la fébrilité stérile des tumultes de Strasbourg (aussi bien que de toutes les autres assises du Parti, d'ailleurs !) ces manœuvres, ces violences, ces oscillations d'acrobate entre l'intransigeance des communistes et la ténacité des petits-bourgeois chauvins, ce désordre parlementaire enfin, cette vanité épuisante, à laquelle, en France, nous autres du Parti socialiste sommes réduits ; et, d'autre part, la décence ordonnée, l'unité de pensée, le sens de l'action, le souci de réalisations immédiates et lointaines que dès son second Congrès affirme l'Internationale communiste, il n'est pas un socialiste français qui n'en serait frappé comme l'ont été Cachin et Frossard. Toutefois, entre cet aveu arraché par l'évidence et le dépouillement subit de toute une méthode, il y a quelque différence.

Même de la meilleure volonté du monde, on

n'arrache pas de soi-même un opportunisme de vieille date, et avec quelque sincérité qu'on vote telles motions (parce qu'on en voit les heureux résultats briller aujourd'hui sur toute la Révolution russe), malgré soi on conserve une habitude réformiste de juger, de sentir, de combiner ; et, insensiblement, aux thèses claires, impérieuses, votées au Kremlin, on a tendance à ajouter un dispositif d'hypothèses subtiles, élaborées au Palais-Bourbon... Ainsi de la III^e Internationale ne conserverait-on que l'étiquette, et, chose pire encore, on importerait jusque dans ses congrès, jusque dans son Comité Exécutif, le funeste virus d'impuissance et de verbalisme byzantin dont est morte l'Internationale social-démocrate.

Le péril, le voilà. Il a été souligné par Lénine, par Trotsky, par Rakovsky, par tous les orateurs, par tous les congressistes. La III^e Internationale s'annonce une Internationale de prise de pouvoir et de gouvernement. Elle étend sur l'Europe, sur l'Asie et déjà un peu sur l'Amérique, la puissance de sa doctrine et l'efficacité de sa diplomatie. J'écris ceci dans l'ancienne salle du Trône, où siège le Congrès. Ces dorures impériales, offensées par les drapeaux rouges, attestent que l'Internationale Communiste ne se borne pas à compléter ni à exclure,

mais qu'elle réalise aussi. Elle a à son service une armée. Mais la plus précise, la plus explosive de ses armes, c'est la propagande. Elle sait que dans sa doctrine est sa seule force. Et sachant cela, et consciente aussi de sa destinée réalisatrice, elle ne daigne pas perdre sa force ni son temps en manœuvres, en dispute, avec des gens qui ne sont pas strictement, totalement, ses militants. Elle redoute par-dessus toute chose que ce prestige, acquis par elle grâce à sa force réalisatrice, n'ait pour effet d'attirer à elle l'ignoble tribu des démagogues, des révolutionnaires de scrutin, des républicains « avancés », des ténors enrôlés d'Union Sacrée et de Défense Nationale, toute cette clique de parasites du prolétariat occidental.

Toute entière à détruire et à construire, avec ses équipes de dynamiteurs des palais capitalistes, ses armées du travail et ses gardes rouges, la III^e Internationale a besoin d'une discipline que la II^e Internationale, dans son verbeux désordre, prendrait pour de la servilité. Qu'avant de s'inscrire sur ses registres, on y songe bien, car les statuts qui ont été votés ici hier, et les principes admis dès la seconde séance du Congrès, prévoient d'expéditives procédures d'exclusion. Et tout est conçu pour faire que l'épuration soit un geste habituel.

Nous avons vu, le 4 août 1914, ce que donnait au prolétariat une Internationale-Bazar. L'expérience nous suffit.

Et lorsque, dans son article du 16 juillet, parvenu hier à Moscou, notre camarade Victor Méric, reproduisant une phrase de Zinoviev, paraissait en conclure que l'Internationale communiste est disposée à laisser à ses sections locales la plus grande autonomie, qu'il me permette de lui dire que je crains qu'il n'ait, à distance, imparfaitement interprété la pensée de Zinoviev.

Je ne saurais mieux préciser qu'en citant ici ce passage très clair de l'article de Trotzky dans le numéro 12 de l'*Internationale Communiste*, qui a paru hier :

« L'Internationale Communiste n'est pas l'ensemble des partis ouvriers nationaux, mais bien le *parti communiste du prolétariat international* (1). Les communistes allemands peuvent et doivent demander en termes catégoriques de quel droit Turati appartient à *leur* (2) parti. Quant aux communistes russes, ils sont en droit et même en devoir, lorsque sera examinée l'adhésion des sozial-démocrates indépendants allemands et du groupe socialiste français à la III^e Internationale, de poser des conditions qui, à leur point de vue, devront garantir notre parti international contre toute délation ou désagrégation. Toute organisation adhérant à l'Internationale

Communiste obtient à son tour le droit et la possibilité de réagir en fait sur la théorie et la pratique des bolchévicks russes, des spartakistes allemands, etc... »

...De poser des conditions ! A Strasbourg, il était question, je crois m'en souvenir, de conditions à poser et à discuter ? Les voilà, les conditions. Il s'agit maintenant pour le Parti français, non pas de les poser lui-même, ni de les discuter, mais de se voir poser des conditions par l'Internationale Communiste et de les rejeter ou de les accepter en bloc, sans amendement. Que ceux qui font passer leur vanité locale avant le souci de la victoire du prolétariat international, nous rendent le service de s'écarter aussitôt et nous épargnent l'ennui de les chasser.

L'*Humanité*, quand ceci lui parviendra, aura sans doute publié les thèses du Congrès de Moscou sur le parlementarisme. Les militants et les membres du groupe parlementaire français, ainsi que les élus municipaux, pourront se rendre compte de ce que sera demain la loi (et la pratique de la loi !) dans le Parti communiste français. Les députés deviennent de simples délégués à la propagande, au service de la C.A.P., ne votant que quand on le leur permet, votant tout ce qu'on leur ordonne de voter, n'intervenant que pour affirmer leur volonté de révolution à la face des partis bourgeois et pour cracher l'ordure impérialiste qui trône au banc des ministres, se faisant chasser par le piquet de soldats de la salle des séances, entretenant enfin dans les masses une énergie révolutionnaire que, jusqu'alors, ils ont atténuée par leur réformisme. Ceux qui n'accepteront pas d'entreprendre cette vie nouvelle sauront ce qu'il leur reste à faire.

Vis-à-vis du syndicalisme d'Union Sacrée, même attitude de netteté tranchante.

Vis-à-vis de la Défense nationale, même attitude. Et, à ce propos, qu'il me soit permis de dire ici que la déclaration, lue à la tribune du Congrès par Cachin, n'a pas été considérée ici comme animée de la même vigueur que ses déclarations verbales à la Commission, la veille. La chose a fort vivement frappé des hommes qui, comme Rakovsky, Zinoviev, Trotzky, Sadoul, Kemerer, attachaient une grande importance aux déclarations de Cachin.

Ceux qui ne comprennent pas la nécessité de créer en pleine bataille l'unité de commandement, de tactique, de doctrine, sur tout le front de la guerre civile internationale, qu'ils parlent avec éloquence de l'unité du Parti, de la lutte des tendances, de la liberté de la pensée... Les thèmes à effets cicéroniens ne manquent pas. Mais qu'ils cessent de parler de la III^e Internationale autrement que comme de leur pire ennemi.

Raymond LEFEBVRE.

(1) Souligné dans le texte.

(2) *Idem*.

De l'Alliance à la Fusion

Le Comité de la 3^e Internationale a conclu avec le groupe des reconstrueteurs dissidents (fraction Cachin-Frossard), un pacte d'alliance. Ce pacte est publié : c'est la résolution d'adhésion à l'Internationale Communiste, signée par les représentants autorisés des deux fractions ; il comporte pour les contractants des engagements que nous venons de rappeler.

Notre résolution présente en préambule un tableau de la situation générale où sont en relief certains traits essentiels, ceux-là mêmes qui ressortent des manifestes, plus amples et plus complets, de l'Internationale Communiste. Notre exposé du chaos mondial générateur de révolution contraste d'une façon frappante avec la vision des reconstrueteurs, pour qui toute perspective de révolution dépend de la réparation du désordre capitaliste. Le préambule exprime notre complète solidarité avec la République des Soviets, c'est-à-dire avec les bolcheviks et eux seuls ; il traduit notre confiance dans l'Internationale Communiste, interprète qualifiée des aspirations des masses exploitées de toute la terre, et prononce notre adhésion sans réticence à la 3^e Internationale.

Les thèses qui suivent résument les thèses adoptées par le 2^e Congrès de Moscou. Une seule manque, celle concernant les questions coloniales ; cette omission est due à la longueur de la motion ; mais le chapitre des conditions d'admission nous a permis de formuler brièvement notre solidarité avec les populations subjuguées par le capitalisme impérialiste européen. Notre pensée devra être développée au plus tôt, sur cette question comme sur celles de la « défense nationale », des socialisations et nationalisations, etc., dans le nouveau programme du Parti. Les thèses sur les conditions nécessaires à la formation de Soviets ne trouvaient pas place dans notre motion, aucune tendance n'ayant prétendu en France former des Soviets avant l'époque révolutionnaire proprement dite, celle de l'action des masses. (Les groupes créés en France sous le nom de Soviets ne sont que des sections communistes-fédéralistes, surmontées d'une enseigne à la mode et leurs dirigeants ne prétendent point les comparer aux véritables Conseils de députés ouvriers et paysans.) Enfin, nous avons jugé nécessaire de consacrer deux chapitres, l'un à la solidarité internationale, l'autre à l'organisation des femmes et des jeunes.

Toutes ces thèses sont conformes à celles du 2^e Congrès Communiste International, sauf celles qui ont trait au syndicalisme. La formation historique du syndicalisme révolutionnaire en France, le caractère original que cette doctrine a conservé, les rapports actuels des communistes marxistes avec les syndicalistes révolutionnaires, nous ont fait une obligation d'adopter une tactique qui maintienne un accord permanent entre révolutionnaires du Parti et des syndicats partisans de la prise du pouvoir politique par le prolétariat et de la dictature prolétarienne. Le point de vue que nous avons formulé n'est pas inspiré par notre doctrine, mais par le simple souci de tenir compte des circonstances de temps et de milieu où nous travaillons pour le communisme. Nous avons une grande espérance, sinon la conviction absolue, de voir les syndicalistes révolutionnaires adopter les concepts du communisme marxiste à mesure que les événements les confirmeront et les vérifieront. Nous irions à l'encontre de cette éventualité si nous prétendions leur imposer nos vues. Préoccupés de resserrer notre collaboration avec eux, nous avons dérogé à cette règle de l'Internationale Communiste qui donne au Parti le pas sur les syndicats. Ce ne sont pas les âneries du *Populaire*, ni les diatribes de la *Bataille*, de l'*Atelier*, de l'*Information*, qui nous y ont incités, mais le seul intérêt de nos relations avec les syndicalistes révolutionnaires, lesquels n'ont rien de commun avec les reconstrueteurs et les majoritaires de la C. G. T.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a trouvé en notre représentant, Alfred Rosmer, un interprète qualifié de la théorie du syndicalisme révolutionnaire, et la divergence d'opinions révélée sur la question évoquée ici ne trouble en rien l'excellence de la collaboration de Rosmer au travail de l'Exécutif. Cette constatation anéantit les insanités des reconstrueteurs qui nous appliquent le *perinde ac cadaver* des jésuites, nous taxent de « servilisme » (1) à l'égard de Zinoviev et comparent l'Internationale Communiste à un monastère où règne la férule moscovite. Si les reconstrueteurs s'étaient donné la peine d'étudier tant soit peu le mouvement communiste international, ils sauraient que le Parti bolchevik a aussi ses « tendances », celle des radicaux que représente Boukharine, celle des modérés dont Kamenev est l'interprète. Ils sau-

raient que l'Internationale Communiste comprend des Hollandais, des Anglais, des Italiens, antiparlementaires, des Américains, des Français, syndicalistes, à côté des Russes, des Allemands, des Français, des Anglais, etc., qui condamnent l'anti-parlementarisme comme principe et le syndicalisme comme système suffisant à tout. Ils comprendraient peut-être alors l'ineptie de leurs assertions sur le « sectarisme » communiste. Ils auraient appris que l'Internationale Communiste rassemble tous ceux qui approuvent ses principes essentiels : lutte politique par tous les moyens pour la conquête du pouvoir par le prolétariat, dictature des prolétaires, régime des Soviets, — quelles que soient les désaccords secondaires qui les différencient.

Le chapitre de notre résolution qui traite des conditions d'admission est celui qui a le plus donné, à ces excellents reconstruc-teurs, matière à exercer leur rigorisme. Tandis que Zinoviev déclarait à Halle : « *Les 21 conditions ne sont pas un évangile* », les reconstruc-teurs s'inquiétaient de nos infractions au texte qu'ils veulent à toute force sacrer. Tant de sollicitude nous touche profondément et nous remercierions ces vigilants gardiens des tables de la loi, si nous avions que faire de leurs services... Pour l'heure, nous leur conseillons doucement de vaquer à leurs affaires, qui sont mal en point, et qui exigent toute leur attention. Quant à nous, nous saurons nous expliquer sans peine de nos transgressions, qui sont au nombre de trois :

1° Sur la question syndicale. Voir plus haut pour nos raisons de fond. Sur le point spécial des « noyaux », nous informerons l'Exécutif que, avant le Congrès du Parti, des « noyaux » révolutionnaires ont été créés dans les syndicats et groupent, sur la base de la motion minoritaire d'Orléans, les communistes et les syndicalistes, révolutionnaires. Devant cette situation de fait, nous ne pouvons songer à former de nouveaux « noyaux » communistes. Le Parti donnera tout son appui aux C. S. R. (Comités syndicalistes révolutionnaires) ;

2° Sur la question des exclusions. Les 21 conditions votées à Moscou prévoyant des exceptions dans certains cas, nous avons jugé utile « *dans les circonstances présentes* » de demander à l'Exécutif le bénéfice de cette clause pour notre Parti. Nous estimons que les reconstruc-teurs, écartés des organes directeurs du Parti où ils saboteraient le travail des communistes, seront mis pratiquement dans l'impossibilité de nuire. La nouvelle discipline du Parti contraindra les saboteurs à se soumettre ou à se démettre ;

3° Sur le titre du Parti. Nous avons consenti à Cachin et Frossard cette *concession* de retarder le changement de titre. Il est demandé à l'Exécutif l'acceptation *provisoire* du maintien du titre actuel.

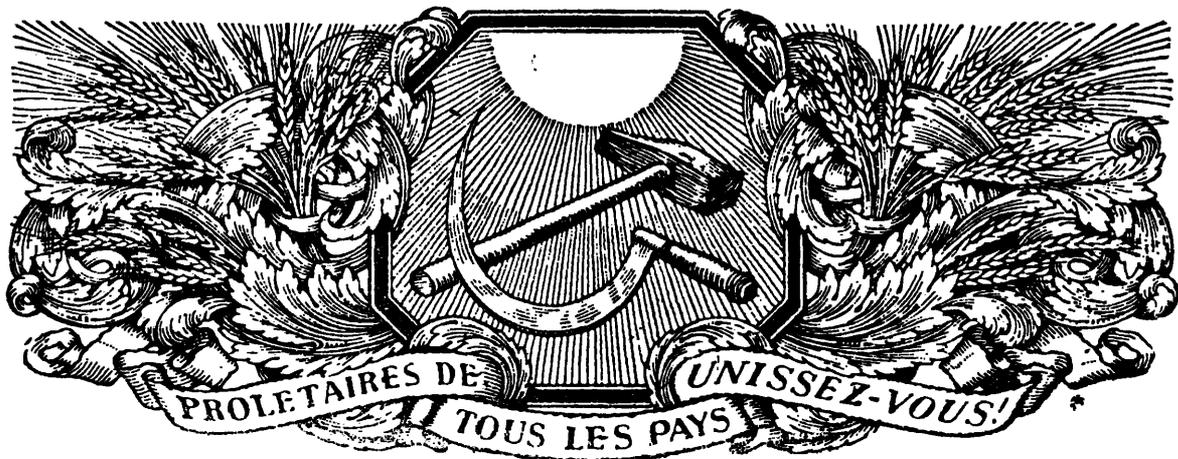
Tels sont nos terribles manquements à la charte du 2° Congrès. Tel est notre effroyable opportunisme. Les reconstruc-teurs en sont secoués d'un vertueux courroux. Nous, inconscients de notre indignité, nous reconnaissons tout bonnement nos forfaits. Mais que nos honnêtes adversaires (il y en a) disent honnêtement si nous avons pris avec les résolutions du Congrès de Moscou de grandes libertés ?

Non. Le pacte d'alliance que nous avons conclu avec Cachin et Frossard n'est entaché d'aucune combinaison louche. Il est loyal comme il est public. Le Congrès de Tours le ratifiera sans le vicier d'aucun amendement corrompueur. Il ne dépendait que de Longuet, de Paul Faure, de le signer avec nous : ils ont préféré s'allier aux Dittmann et aux Graber contre-révolutionnaires avérés. Grand bien leur fasse.

Il nous reste à faire du Parti un Parti communiste, c'est-à-dire à tenir les promesses de notre résolution. Le *Comité de la 3° Internationale* mérite qu'on lui fasse confiance pour mener cette œuvre à bien. Sans bluff, sans réclame, obscurément, il a préparé et rendu inéluctable le triomphe de la doctrine communiste dans le Parti. A l'heure où ses principes prévalent commence sa tâche de faire passer de la théorie à la pratique les idées qui l'ont inspiré. Il l'entreprendra sans retard, avec la collaboration des reconstruc-teurs alliés à l'Internationale Communiste. Il dépendra de ceux-ci que notre alliance soit indestructible et féconde : l'observation fidèle des engagements que nous avons pris ensemble en signant la même résolution transformera notre alliance en fusion complète où s'effaceront les anciennes distinctions, et fera disparaître alors, mais alors seulement, le *Comité de la 3° Internationale*.

VARINE.





Le Prolétariat Russe ⁽¹⁾

L'initiative de la révolution socialiste s'est trouvée, par la force des choses, remise entre les mains, non du vieux prolétariat de l'Europe occidentale, avec ses puissantes organisations politiques et professionnelles, avec ses graves et lourdes traditions de parlementarisme et de trade-unionisme, mais de la jeune classe ouvrière d'un pays arriéré. L'Histoire, comme toujours, a suivi la ligne de la moindre résistance. L'époque révolutionnaire a fait irruption par la porte qui avait été le moins soigneusement barricadée. Les difficultés extraordinaires, on peut hardiment dire surhumaines, auxquelles s'est heurté le prolétariat russe, ont préparé, ont hâté et considérablement facilité le travail révolutionnaire du prolétariat de l'Europe occidentale, qui est encore à venir.

Au lieu de considérer la révolution russe comme le point de départ d'une époque révolutionnaire qui commence pour le monde entier, Kausky délibère encore sur la question de savoir si le prolétariat russe ne s'est pas un peu trop hâté de s'emparer du pouvoir.

Voici son explication : « Pour en venir au socialisme, il est nécessaire que le peuple soit nanti d'une haute culture, qu'on trouve dans les masses une morale élevée, un fort développement des instincts sociaux, le sentiment de la solidarité, etc... Cette morale (ajoute

Kautsky, pour nous donner une leçon) existait déjà à un haut degré chez les prolétaires de la Commune de Paris. Elle fait absolument défaut parmi les masses qui, actuellement, donnent le ton au prolétariat bolcheviste » (page 120).

Etant donné le but que poursuit Kautsky, ce lui est peu de chercher à discréditer, aux yeux de ses lecteurs, les bolcheviks, en tant que parti politique. Sachant que le bolchevisme ne fait qu'un désormais avec le prolétariat russe, Kautsky s'efforce de discréditer le prolétariat russe dans son ensemble, de le représenter comme une masse ignare, sans idéal, avide de satisfactions immédiates, qui ne se dirige que par ses instincts et les suggestions de la minute présente. Au cours de sa brochure, Kautsky remet bien des fois en question le niveau intellectuel et moral des ouvriers russes et ce n'est, chaque fois, que pour épaissir les couleurs, pour mieux caractériser leur ignorance, leur stupidité et leur barbarie. Pour renforcer le contraste, Kautsky cite l'exemple, à l'époque de la Commune, d'une entreprise de guerre dont les représentants ouvriers avaient établi un service de nuit, afin qu'il y eût toujours dans l'entreprise un ouvrier pour remettre les armes nouvellement réparées à qui viendrait les demander. « Et comme, disait le règlement, il est indispensable, dans les circonstances actuelles, d'observer la plus stricte économie dans les dépenses de la Commune, le service de nuit ne sera pas payé... ». « En vérité, conclut

(1) Extrait du livre de Léon Trotsky, *Terrorisme et Communisme*, à paraître prochainement dans la « Bibliothèque communiste ».

Kautsky, ces ouvriers ne considéraient pas le temps de leur dictature comme une de ces conjonctures favorables qui permettent de satisfaire des intérêts personnels » (page 65). Quant à la classe ouvrière russe, c'est tout autre chose. Elle n'a point conscience de ses devoirs, ses idées n'ont aucune stabilité, elle manque d'endurance, d'abnégation, etc.. Elle n'est pas plus capable de se donner des chefs dignes de ce nom (ce sont là les bonnes plaisanteries de Kautsky) que n'était le baron de Münchhausen capable de sortir du marais en se tirant lui-même par les cheveux. Cette comparaison faite entre le prolétariat russe et le Monsieur de Crac allemand, donne un exemple suffisamment édifiant de l'insolence avec laquelle Kautsky traite la classe ouvrière de Russie.

Il extrait de nos discours et de nos articles des passages où nous dénonçons certains mauvais côtés, certains vices de notre monde ouvrier, et s'efforce de démontrer que : passivité, ignorance, égoïsme, suffisent à caractériser les facultés et la conduite du prolétariat russe, de 1917 à 1920, à une époque qui est la plus grande de toutes les époques révolutionnaires.

On dirait que Kautsky ignore, n'a jamais entendu dire, ne peut deviner ni supposer que, durant la guerre civile, le prolétariat russe a eu plus d'une fois l'occasion d'accomplir un travail désintéressé et d'établir, « à titre purement gratuit », un service de nuit. — non pas le service d'un ouvrier pendant une nuit, mais celui de milliers et de milliers d'ouvriers durant une longue suite de nuits passées dans les alarmes continuelles. Pendant des jours et des semaines, lorsque Youdenitch marchait sur Pétersbourg, il a suffi d'un téléphonogramme du Soviét pour décider bien des milliers d'ouvriers à veiller à leur poste, dans toutes les usines et dans tous les quartiers de la ville. Et ce n'était pas l'enthousiasme des premiers jours de la Commune de Pétersbourg qui les incitait à le faire, cela se passait après deux ans de guerre ; on avait froid, on avait faim.

Notre Parti, deux ou trois fois par an, mobilise un nombre considérable de ses membres pour les envoyer au front. Sur l'étendue d'une ligne qui atteint 8.000 verstes, ces hommes vont se faire tuer et apprendre aux autres à se faire tuer. Et quand, à Moscou, à Moscou qui souffre du froid et de la faim, qui a déjà donné l'élite de ses ouvriers pour les besoins du front, on notifie la « Semaine du Parti », les masses prolétariennes envoient dans nos rangs, en un espace de 7 jours, des détachements de 15.000 hommes. Et à quel moment ?

Au moment où le plus grand danger menaçait l'existence du pouvoir soviétiste, quand Orel venait de nous être enlevé, lorsque Denikine approchait de Toula et de Moscou. Lorsque Youdenitch menaçait Pétersbourg, durant une période des plus graves, le prolétariat de Moscou a donné, en une semaine, à notre Parti, 15.000 hommes, qui se préparaient d'un jour à l'autre à être mobilisés pour le front. On peut dire avec assurance que jamais, à l'exception peut-être de la semaine de la grande insurrection, en novembre 1917, le prolétariat de Moscou n'a été si unanime dans son enthousiasme révolutionnaire, dans son abnégation à combattre, qu'il ne l'a été en ces jours de périls et de sacrifices.

Lorsque notre Parti a mis à l'ordre du jour le travail supplémentaire du samedi et du dimanche, l'idéalisme révolutionnaire du prolétariat a trouvé sa plus haute expression dans le volontariat du travail. C'étaient d'abord des dizaines et des centaines, ce furent ensuite des milliers, puis des dizaines et des centaines de milliers d'ouvriers qui, renonçant à tout salaire, consacraient, chaque semaine, quelques heures de travail aux intérêts de la régénération économique du pays. Ceux qui agissaient ainsi, c'étaient des hommes insuffisamment nourris, chaussés de bottes déchirées, vêtus de linge sale, — parce que le pays manque de chaussures et de savon. Tel est, en réalité, ce prolétariat bolcheviste auquel Kautsky conseille de prendre des leçons d'abnégation. Mais, pour éclaircir davantage les faits et leur enchaînement, il nous suffira de rappeler que tous les éléments égoïstes, bourgeois, grossièrement intéressés du prolétariat, — tous ceux qui cherchent à échapper au front et au travail du samedi, qui s'occupent de contrebande et qui, durant les semaines de famine, excitent à la grève les ouvriers, — tous ceux-là donnent leurs voix, pendant les élections des soviets, aux mencheviks, c'est-à-dire aux partisans russes de Kautsky.

Kautsky cite nos propres paroles pour montrer que, même avant la révolution de novembre, nous nous rendions parfaitement compte des défauts d'éducation du prolétariat russe, mais que, considérant comme inévitable le passage du pouvoir entre les mains de la classe ouvrière, nous croyions avoir le droit d'espérer qu'au cours même de la lutte, grâce à l'expérience qui viendrait, avec l'aide toujours croissante du prolétariat des autres pays, nous parviendrions à maîtriser les difficultés et à assurer l'établissement définitif du régime socialiste en Russie. A ce sujet, Kautsky pose l'interrogation suivante : « Trotsky se résoudrait-il à monter sur une locomotive et à la

mettre en mouvement, en comptant simplement sur la possibilité d'étudier le mécanisme et d'arranger tout en cours de route ? Il convient d'abord d'acquérir les qualités nécessaires pour mener une locomotive, avant de se résoudre à la mettre en mouvement. Et le prolétariat aurait dû tout d'abord acquérir les qualités nécessaires pour être capable de diriger l'industrie, puisqu'il prétendait assumer cette direction » (page 117).

Cette comparaison édifiante pourrait faire honneur à un pasteur de village. Elle n'en est pas moins sotte. On serait beaucoup mieux fondé à dire : Kautsky se résoudrait-il à monter à cheval avant d'avoir appris à se tenir en selle et à guider un quadrupède au pas, au trot, au galop, à toute allure ? Nous avons des raisons de penser que Kautsky ne se résoudrait pas à risquer une expérience si dangereuse et tout à fait bolcheviste. Mais, d'autre part, nous craignons que Kautsky, n'osant se mettre à cheval, n'éprouve quelque difficulté à pénétrer tous les mystères de l'équitation. Car le préjugé bolcheviste fondamental, c'est de croire que, pour apprendre à monter à cheval, il faut en faire sans préparation le premier essai.

Pour ce qui est de la direction d'une locomotive, notre préjugé n'est pas, de prime abord, si persuasif, mais il n'en est pas moins vrai. Personne n'a jamais appris à mener une locomotive en restant assis dans son cabinet. Il faut grimper sur la machine ; se mettre dans l'abri, poser la main sur le régulateur, le faire tourner. Il est vrai que l'étude sur la marche d'une locomotive se fait par des manœuvres, sous la direction d'un mécanicien expérimenté. On apprend à monter à cheval dans un manège, sous la direction des écuyers. Mais pour gouverner un peuple il est impossible de recourir à ces procédés artificiels d'étude. Sa bourgeoisie n'a pas créé pour le prolétariat des écoles d'administration publique, et elle ne lui confie pas, pour des épreuves temporaires, le levier de l'Etat. D'ailleurs, même pour apprendre à monter à cheval, les ouvriers et les paysans n'ont pas besoin de manèges, ni de l'assistance des écuyers.

A ces considérations, il convient d'en ajouter une autre qui est probablement la plus importante : personne ne laisse au choix du prolétariat de se mettre à cheval ou de ne pas s'y mettre, de s'emparer du pouvoir immédiatement ou de remettre la chose à plus tard. Il y a des circonstances où la classe ouvrière est contrainte de s'emparer du pouvoir, sous menace de se supprimer elle-même, politiquement parlant, pour une longue période

historique. Lorsque l'on s'est emparé du pouvoir, il est impossible d'accepter, à son gré, certaines conséquences de cet acte et de rejeter les autres. Si la bourgeoisie capitaliste se sert consciemment et malignement, de la désorganisation de la production, comme d'un moyen de lutte politique pour récupérer le pouvoir souverain, le prolétariat est contraint de socialiser les entreprises, sans se demander si cela lui est avantageux ou non, dans le moment donné. Et, lorsqu'il s'est chargé de la production, le prolétariat est contraint, sous la pression d'une nécessité de fer, d'apprendre par lui-même, par l'expérience, à accomplir cette tâche si difficile, à organiser le système économique socialiste. Lorsqu'il est à cheval, le cavalier est obligé de guider son cheval, sous peine de se casser la tête.

**

Pour donner à ses dévots partisans et à ses dévotes une idée convenable du niveau moral du prolétariat russe, Kautsky cite, à la page 116 de sa brochure, le mandat suivant, so-disant délivré par le soviét ouvrier de Mourzilovka : « Le soviét donne, par la présente, tous pouvoirs au camarade Grégoire Saréief de réquisitionner à son choix et à son gré et de conduire dans les casernes, pour les besoins de la division d'artillerie, en garnison à Mourzilovka, district de Briansk, 60 femmes et jeunes filles choisies parmi la classe des bourgeois et des spéculateurs. Le 16 septembre 1918 ». (Publié par le docteur Nath. Wintch-Maleïeff, dans son livre *What are the Bolchevists doing*, Lausanne 1919, p. 10).

Sans mettre un seul instant en doute la fausseté de ce document et le caractère mensonger de cette communication, j'ai donné l'ordre de procéder à une enquête détaillée, pour me rendre compte des faits ou des épisodes qui auraient pu servir de prétexte à cette fiction. Voici ce qu'une enquête des plus soigneuses a établi :

I. Dans le district de Briansk il n'existe absolument pas de localité connue sous le nom de Mourzilovka. Ce nom ne se rencontre pas non plus dans les districts voisins. Le nom qui se rapproche le plus de celui qu'on a cité serait Mouraviofka, village du district de Briansk. Mais aucune division d'artillerie n'y a jamais pris ses quartiers, et rien ne s'est passé là qui pût avoir quelque chose de commun avec le document plus haut cité.

II. L'enquête a été menée sur toute la ligne des troupes d'artillerie. Nulle part on n'a pu découvrir le moindre indice qui rappelât, mé-

me de loin, le fait que cite Kautsky, d'après les termes de son inspirateur. \

III. Enfin l'enquête a recherché si l'on n'avait pas entendu parler, dans la localité, d'une ville portant le nom de Mourzilovka. On n'a rien découvert. Et ce n'est pas malin ! Le contenu du faux en question est en contradiction trop grossière avec les mœurs et l'opinion publique des ouvriers et des paysans avancés qui dirigent les soviets, même dans les régions les plus arriérées.

Ainsi ce document doit être qualifié comme un faux de bas aloi, tel qu'en peuvent publier seuls les sycophantes calomnieux de la plus jaune des presses jaunes.

Au moment où l'on procédait à l'enquête dont je viens de parler, le camarade Zinoviev me fit remettre un numéro d'un journal suédois (*Svenska Dagbladet*), du 9 novembre 1919, où était reproduit, en fac-similé, un mandat de la teneur que voici (1) :

MONDAT

« Le porteur de la présente, le camarade Karaséief, est investi du droit de socialiser dans la vill' d'Ekatérin' od' (*cet endroit est effacé*) am' de fill' de 16 à 36 ans que désignera le camarade karaséief ».

« *Le Glavkom (2) Ivatchef* ».

Ce document est encore plus ridicule, plus impudent que celui que cite Kautsky. La ville d'Ekatérinodar, centre de la région du Kouban, ne s'est trouvée, on le sait, que fort peu de temps au pouvoir des soviets. Peu fixé, évidemment, sur la chronologie révolutionnaire, l'auteur de ce faux a effacé, dans son document, la date, de crainte d'indiquer, par mégarde, que le Glavkom Ivatchef avait socialisé les femmes d'Ekatérinodar à l'époque où la ville était occupée par la soldatesque de Dénikine. Que ce document ait pu faire illusion à quelques bourgeois suédois des plus obtus, il n'y a là rien d'étonnant. Mais le lecteur russe verra immédiatement que ce document est non seulement un faux, mais un faux fabriqué par un étranger, le dictionnaire à la main. Il est très curieux de remarquer que les noms des deux « socialiseurs » de femmes, — « Grégoire Saréief » et « le camarade Karaséief » ont une consonnance parfaitement étrangère à la langue russe. La terminaison *éief* dans les noms de familles russes ne se

(1) Le traducteur s'est efforcé de donner en français une idée approximative de l'aspect orthographique du texte russe.

(2) *Glavkom* signifierait plutôt *Comité principal* que *Commissaire principal*, ce qui nous donne : *Le Comité principal* ou le *Commissaire principal*. (Le traducteur.)

rencontre que rarement, et seulement dans certaines combinaisons. Mais l'accusateur des bolcheviks, l'auteur de la brochure en langue anglaise que cite Kautsky, porte justement un nom en *éief* (Wintsch-Maleïeff). Il est évident que cet individu, ce mouchard anglo-bulgare, enfermé dans son cabinet à Lausanne, *créé* les « socialiseurs » de femmes, on peut le dire dans le sens le plus rigoureusement exact, *à son image*.

Dans tous les cas, ce sont des inspirateurs et des compagnons bien étranges que ceux de Kautsky.

L. TROTSKY.

HÉROS & MARTYRS DU COMMUNISME

A. P. NIKOLAEV

Alexandre Panphilovitch Nicolaev, général sous l'ancien régime, commandait une de nos brigades au front de Narva. Lorsque nous éprouvâmes des revers dans la région de Yambourg, le camarade Nicolaev tomba, ainsi que d'autres, entre les mains du bandit « blanc » Balakhovitch. Ce dernier a fait pendre et fusiller à Yambourg plusieurs centaines de personnes. Au nombre de ces victimes de la contre-révolution figure le commandant de brigade Nicolaev. Les habitants de la localité ont fait aux camarades qui l'ont visité, et notamment au camarade Zinoviev, un récit détaillé de la mort, vraiment héroïque, du camarade Nicolaev. Non seulement cet ancien général de l'armée du tsar a refusé de renier l'armée rouge, mais il a défié ses bourreaux et il est mort en criant : « *Vive le pouvoir des ouvriers et des paysans !* »

De son vivant le nom du camarade Nicolaev était celui d'un modeste que peu de personnes connaissaient. Toute l'armée rouge, tout le pays doivent désormais connaître ce nom. Le camarade Nicolaev a été un de ces représentants de l'ancien corps d'officiers qui ont profondément compris le mouvement ouvrier et se sont donnés sans retour à la cause de l'armée rouge et de la révolution des ouvriers et des paysans.

Le nom d'Alexandre Panphilovitch Nicolaev restera éternellement gravé au cœur des masses laborieuses.



L'Expulsion des Princes

Moscou, 12 septembre 1920.

Je lis dans l'*Humanité* des 22 et 23 août les explications savantes à l'aide desquelles Ernest Lafont, condamné par le prolétariat russe, tente de se réhabiliter devant le prolétariat français. Pour clore l'incident, le candide Lafont feint de croire qu'il suffit de dénaturer les faits, de falsifier trois documents, d'affirmer d'un ton léger qu'il y a malentendu, qu'il s'agit simplement d'une « erreur » de Sadoul et d'une « gaffe » de Trotski, d'éclabousser deux camarades de quelques vilaines insinuations ; enfin, dans une péroraison généreuse, de se poser quand même en chevalier servant de la Révolution russe et en ami désintéressé de l'Internationale Communiste.

Je reconnais volontiers que ces exercices difficiles ne sont pas exécutés sans grâce. Et je ne m'attarderais pas à répondre aux menues perfidies discrètement semées dans ce plaidoyer si un tel « incident », en éclairant d'un jour cru le caractère d'un pseudo-chef de la classe ouvrière française, ne constituait une expérience féconde en enseignements.

C'est trop déjà que notre prolétariat — si grand dans le passé — subisse, sans révolte, les ignobles bourrades du Millerand des Congrégations après l'insolente cravache du Clemenceau de Panama. C'est trop qu'on puisse, sans injustice, l'accuser de ne pas accomplir son devoir pour sauver la République des Soviets. C'est trop qu'il ait donné une telle impression d'impuissance que les maîtres de notre démocratie — sûrs de sa faiblesse et de leur force — osent repousser ses humbles revendications avec plus de mépris que n'en montra jamais le gouvernement d'un Tsar. Que le Parti Socialiste et la C. G. T. — avant-garde consciente de la classe ouvrière — évitent du moins le péril et la honte de conserver leur confiance aux éclaireurs placés dans leurs lignes par cette oligarchie bourgeoise, aux complices avérés de la contre-révolution.

Quand ils connaîtront la vérité sur « l'incident », les travailleurs français flétriront Lafont comme il fut flétri par le gouvernement ouvrier et paysan de Russie. Ils comprendront pourquoi l'Internationale Communiste ferme violemment sa porte au nez de semblables amis ; pourquoi la Révolution russe vomit avec dégoût de tels défenseurs.

Nous n'avons pas cessé de le répéter : désertion à la veille ou trahison au lendemain de la Révolution, ainsi feront beaucoup de nos leaders centristes, de nos mencheviks si les Communistes n'y prennent garde. Ainsi firent hier leurs pareils, les chefs du centre socialiste, du menchevisme en Russie, en Allemagne, en Hongrie, en Finlande, en Géorgie, partout où la lutte révolutionnaire est commencée. Malheureusement, la valeur internationale de ces expériences coûteuses n'a pas encore été admise par tous les militants occidentaux. J'imagine que la déplorable aventure Lafont montrera aux plus sceptiques qu'en tous pays les mencheviks se ressemblent, qu'en tous pays ils doivent être chassés des organisations ouvrières et qu'ils doivent être chassés au plus tôt, cette épuration étant la condition préalable de toute action révolutionnaire.

Depuis trois années, la République des Soviets est la cible où viennent frapper tous les coups de la réaction. Depuis trois années, sans appui et sans répit, héroïque et invaincue, la classe ouvrière russe combat, souffre et meurt pour l'émancipation des prolétaires de tous les pays.

Il n'existe plus, dans le monde civilisé, un travailleur qui n'ait pas compris cela, qui ne sente pas grandir chaque jour en lui et l'étroite solidarité qui l'unit au prolétariat révolutionnaire et la haine qui l'oppose aux assassins gagés par la bourgeoisie pour égorger la République des Soviets, hier les Koltchak et les Denikine, aujourd'hui les traîtres du Parti Socialiste polonais, les Dachinski et les Pilsoudski. Pas un socialiste qui n'ait la volonté de plus en plus forte d'affirmer par des actes cette solidarité et cette haine.

Pas un socialiste, si ce n'est Lafont et ses semblables, tolérés jusqu'ici dans le Parti Français par une inexcusable faiblesse.

Tandis que M. Millerand, avocat de la Haute Finance, en même temps que Premier Ministre, chargé à la fois d'assouvir l'appétit des porteurs de titres et de sauvegarder l'honneur de la France, en est réduit — après s'être heurté à l'invincible répugnance des diplomates — à ramasser dans les bas-fonds policiers le petit mouchard Jean Ehrlich pour en faire un haut-commissaire, pour représenter dignement près de l'aventurier Wrangel la République et la Bourse, le camarade Ernest Lafont — moins dégoûté que les hobereaux du quai d'Orsay — se délègue lui-même à Varsovie près des Scheidemann et des Noske polonais, près des bandits casqués de la Mission militaire française, près de tous les valets de Millerand et de tous les complices de Wrangel. Pourquoi faire ?

Défenseur de la Révolution russe, quelle qu'elle soit, de la Révolution de Lénine comme il le fut de celle de Kerenski et comme il le serait de celle de Savinkoff, Lafont sait mieux que personne que l'agression sauvage de la Pologne Blanche contre la Russie Rouge est un attentat contre-révolutionnaire. Soutenant tour à tour, avec une aisance également remarquable, les intérêts matériels de la classe bourgeoise au Palais de Justice et les intérêts moraux de la classe ouvrière au Palais-Bourbon, Lafont est payé deux fois pour savoir ce qu'est la lutte des classes. Mieux que personne, il sait que dans la guerre de classe, qui fait rage depuis trois ans, la Pologne et Wrangel défendent la dictature de la bourgeoisie contre la Russie, champion de la classe prolétarienne.

Lafont sait tout cela. Se rendant à Moscou, il n'en court pas moins à Varsovie. Est-ce l'avocat de la bourgeoisie, est-ce le mandataire de la classe ouvrière qui accomplit ce voyage ? Serait-ce pour éclairer les ouvriers et les paysans de Pologne sur la signification réelle de la guerre, pour les appeler à la révolte contre Dachinski et Millerand, à l'union avec le prolétariat de Russie ? Serait-ce, au contraire, pour... ? Mais pourquoi tant d'hypothèses ? Les faits vont répondre.

Révolutionnaire à Firminy, socialiste à Paris, à

mesure qu'il approche du champ de bataille, du terrain où la guerre sociale est menée, non plus à coups de langue et de plume, mais à coup de canon et de baïonnettes, Lafont se sent de moins en moins révolutionnaire de plus en plus ami de l'ordre et de la paix. Arrivé à Varsovie, retrouvant d'instinct la formule par laquelle se définissait jadis le renégat Charles Dumas, il ne veut plus être qu'un homme politique qui s'informe, être abstrait, hors classe, échappant aux grossières contingences, c'est-à-dire aux responsabilités. Sottise et hypocrisie. Malgré ce prétexte d'impartialité, d'objectivité, de neutralité « devant le crime », ajouterait son ami Loyson, il ne s'en acoquine pas moins avec les renégats du socialisme polonais, avec les égorgeurs de la Mission militaire française. Il est fraternellement fêté par cette malfaisante vermine. Dachinski et sa bande utilisent habilement les témoignages de sympathie que leur prodigue ce député socialiste, ce « chef » de l'avant-garde du prolétariat français, pour faire croire aux ouvriers et aux paysans polonais que notre peuple appuie leur clique impérialiste dans la lutte engagée contre la Russie prolétarienne. Ainsi, Lafont aide de son mieux au rétablissement du prestige des mercenaires de la réaction mondiale. Ainsi, ce partisan de la 3^e Internationale fournit aux derniers héros de la 2^e Internationale les moyens de frapper de coups plus rudes les communistes polonais, qu'ils martyrisent sous ses yeux. Ainsi, ce défenseur de la Révolution russe permet aux instruments les plus malpropres de l'Entente de réparer leurs échecs et de recommencer la guerre contre la République des Soviets.

Quand il n'est point avec ces misérables, le maire de Firminy, homme du monde et cocardier, accepte l'hospitalité somptueuse des membres de la Mission militaire française commise par Millerand pour préparer toutes les offensives contre la Révolution russe, pour provoquer tous les attentats contre ses chefs et dont le Parti Socialiste français a flétri maintes fois l'activité criminelle. Gentleman délicat Lafont serre, avec une cordialité de bon ton, ces mains couvertes du sang de nos frères russes.

Mencheviks polonais et spadassins français ont tôt fait de mesurer la fermeté des convictions socialistes d'Ernest Lafont. « Homme politique », se définit-il. Il exagère — disons plutôt politicien. Sous le masque terrifiant du révolutionnaire, ces messieurs découvrent, sans surprise, le souriant visage du conservateur sceptique qu'a toujours été le député de la Loire. Ils lui font confiance. Et comme ils ont raison.

C'est l'époque où l'armée polonaise fuit précipitamment devant les troupes rouges, où le gouvernement polonais, par l'entremise de Lloyd George, demande à la Russie de négocier. Les officiers blancs français, Dachinski, bien d'autres coquins encore, ne cachent pas à leur ami Lafont que ces propositions ne sont pas sérieuses, qu'elles n'ont qu'un but : gagner du temps, calmer l'opinion publique européenne, permettre l'accumulation des munitions et la réorganisation de l'armée, faciliter en un mot la préparation d'une reprise heureuse de l'offensive.

Plan sinistre, mais ingénieusement conçu et sérieusement préparé ainsi que l'a malheureusement prouvé le succès de son exécution commencée trois semaines après les révélations de Lafont. Tout se passe, en effet, comme on l'exposait à Lafont vers le 15 juillet à Varsovie et comme il le répétait à Moscou

une dizaine de jours plus tard. Déclanchée à l'heure précise où victorieuse, mais embarrassée par d'énormes conquêtes dont elle est résolue à ne pas réclamer le prix, hésitant à poursuivre sa marche en avant, craignant d'une part de surexciter la russophobie des ouvriers et des paysans polonais soumis pendant un siècle et demi au joug accablant du tsarisme et dont elle vient de constater l'insuffisante préparation révolutionnaire, attristée enfin et déconcertée par la trop faible répercussion déterminée en Occident et spécialement en Allemagne par l'approche triomphale des armées rouges si propice pourtant à susciter et à faciliter un mouvement révolutionnaire, la Russie dégraffe à demi son armure, la double offensive de Pilsoudski et de Wrangel atteint des résultats qui, évidemment, retarderont de quelques mois la signature de la paix et la feront moins favorable à la révolution internationale.

Dès son arrivée à Moscou, devant Cachin, Frossard et moi, Lafont avait rapporté ces renseignements. Moins au courant que moi des intrigues polonaises et sans doute aussi moins attentif au bavardage un peu décousu et fatigant de Lafont nos deux camarades ne crurent pas pouvoir certifier dans la suite si ces propos avaient été attribués par lui à Dachinski. Mais en toute bonne foi, et devant des amis communs, l'un et l'autre déclarèrent que Lafont avait bien placé ces paroles dans la bouche de personnages considérables. Frossard précisa même que, si elles n'avaient pas été prononcées par Dachinski, elles l'avaient été par Pilsoudski.

Que l'abominable plan polonais lui ait été révélé, Lafont ne le nie plus qu'à peine. Acculé de ce côté, il doit chercher une autre issue. Esprit fertile en ressources et sans vergogne, il oublie les propos eux-mêmes, c'est-à-dire l'essentiel. Désormais, sa défense se borne à dire : « Ce n'est pas Dachinski qui m'a appris cela ». Il tente même, à l'aide d'arguments psychologiques, chronologiques, géographiques, etc., ridicules ou mensongers (je le prouverai dans un second article), d'établir que Dachinski n'a pas pu lui parler ainsi.

Je persiste à affirmer — ayant bonne mémoire — que Lafont nous présenta ces affirmations comme lui ayant été livrées par un certain nombre de personnages, parmi lesquels Dachinski.

Mais l'important n'est pas là, et Lafont le sait bien.

L'important n'est pas de savoir si c'est Dachinski seul ou lui et ses complices ou ses complices sans lui qui ont mis Lafont au courant du guet-apens qu'ils préparaient contre la Russie soviétiste.

L'important est que Lafont ait vécu dans les milieux où se tramait ce guet-apens et qu'il l'ait connu, ce qu'il n'ose plus nier sérieusement, ce qu'il ne peut plus nier depuis que les faits — en réalisant point par point le plan dénoncé par lui — sont venus infliger aux demi-rétractations qu'il balbutia à Moscou, un démenti qui suffirait si par hasard le témoignage de Cachin et de Frossard ne venait appuyer celui de Trotski et le mien.

L'important c'est que Lafont, membre d'un parti de classe, mandataire des éléments d'avant-garde du prolétariat français, se soit rendu à Varsovie, au centre des intrigues contre-révolutionnaires. L'important c'est qu'en pleine guerre de classe, classe des opprimés contre classe des oppresseurs, « la seule guerre juste qu'ait connue l'histoire », il ait été

l'hôte de l'état-major politique et militaire des oppresseurs. L'important c'est qu'il ait mérité, par son attitude, de recevoir les confidences des ennemis armés de la classe ouvrière ; qu'il ait justifié cette confiance outrageante en refusant de révéler publiquement ce qu'il avait appris au camp des gardes blancs ; en ne faisant rien, soit en Pologne, soit en Russie, pour aider à la défaite de la République bourgeoise et au salut de la République soviétiste.

Je pourrais encore ajouter à ces griefs, dont chacun légitime la flétrissure gravée au front du député « socialiste », par les représentants qualifiés du prolétariat russe. Mais pourquoi insister ?

Lafont arrive à Moscou. Il constate les privations, la misère, les souffrances indicibles imposées au peuple russe par ses amis de Varsovie. On lui demande de donner à ce prolétariat sublime ce que peut, ce que doit lui donner, non pas même un révolutionnaire, mais simplement un honnête homme : le secours d'un peu de vérité.

Lafont a la preuve de la duplicité polonaise, du nouvel attentat préparé contre la Russie. D'un mot, il peut accabler les instigateurs du crime, Millerand et Lloyd George, et leurs bas exécuteurs. Il peut soulever contre ces bandits l'opinion publique européenne, hâter l'insurrection des masses populaires polonaises, aider puissamment le prolétariat russe. Il peut et il doit. Mais il manque de courage politique et de foi révolutionnaire. Il offre un lamentable exemple de l'influence aveuissante exercée par la démocratie bourgeoise sur tant de leaders ouvriers, d'autant moins révolutionnaires qu'ils s'avancent plus près de la Révolution.

Soucieux de ne pas disqualifier ses « camarades » Dachinski et Pilsoudski, de ne pas mettre en cause ses amis de la Mission militaire française, lié à ces canailles par un pacte tacite, par l'hospitalité qu'il a reçue des uns et des autres, résolu par-dessus tout à ne pas les compromettre, pour ne pas être compromis par eux, à jouer jusqu'au bout ce jeu de bascule essentiellement menchevik, Lafont refuse de parler. Et quand j'ai répété à Lenine et à Trotski notre conversation politique cet homme vertueux, avec une amertume vraiment comique, ose s'indigner de mon « indiscretion ». Il « ne veut pas croire cela d'un vieux camarade ». Les parlementaires socialistes de l'espèce de Lafont sont en effet si spécifiquement socialistes et si incurablement parlementaires, tellement corrompus par les contacts quotidiens avec leurs chers collègues de la bourgeoisie, par les intimités de couloirs et les complicités de tribune, qu'ils sont hors d'état d'imaginer qu'on puisse faire passer le devoir révolutionnaire ou simplement la probité avant les convenances les plus malpropres d'une vieille camaraderie. « Cette indiscretion vous coûtera cher ! » menace Lafont. Je le sais. Et j'ai bien assez d'ennemis pour ne pas me faire d'un cœur léger un nouvel adversaire de cet ami de vingt ans. Mais j'ai consenti déjà à la vérité d'autres sacrifices plus douloureux.

Dans un entretien sévère, pour lui, je reproche à Lafont une lâcheté qui est trahison. Il m'écoute, la tête un peu basse, moins désinvolte que de coutume. Mais il ne cède pas. Les rappels à la pudeur qui lui seront adressés par Trotski et par Rakovski ne seront guère plus efficaces. Et c'est seulement après ces tentatives infructueuses que nous apprenons ce que ce défenseur ardent de la Révolution russe, ce que cet ami loyal de l'Internationale Communiste

nous avait soigneusement caché, ses relations étroites avec la Mission militaire française de Varsovie, avec les mencheviks les plus perfides de Moscou. A l'indignation et au mépris se mêlent alors le dégoût et l'inquiétude. Ce n'est plus seulement promiscuité écœurante, c'est entente suspecte ; ce n'est plus seulement lâcheté, c'est complicité avec les assassins du prolétariat russe.

Tandis qu'est préparée l'expulsion de Lafont, le Congrès de l'Internationale Communiste, le Conseil militaire révolutionnaire, l'expulse de Russie. La plupart des communistes russes et étrangers présents à Moscou ont protesté vivement contre l'excessive indulgence de cette sanction. En période révolutionnaire, en période de guerre civile, tout socialiste qui n'aide pas la Révolution la trahit ; qui n'est pas avec elle est contre elle. Lafont a fait davantage que de ne pas aider la Révolution, il a servi ses ennemis.

Ce bourgeois aimable et vain, désabusé, hypercritique, se moquant de tous et niant tout, le plus actif des dissolvants que je connaisse, n'était venu au socialisme que par gageure. Un absolu mépris des hommes, beaucoup d'impertinence et de sans-gêne, lui permirent de faire longtemps illusion. Mais le premier choc avec l'ardente et terrible réalité révolutionnaire devait nécessairement le rejeter dans sa classe. Qu'il lui soit interdit désormais d'en sortir.

Il peut bien s'époumonner à crier : « Vive la Révolution russe ! Vive la 3^e Internationale ! » Il peut sourire. Il peut ironiser. Ses protestations, ses sourires et ses ironies n'abuseront personne. Dans son affollement, cet homme d'esprit peut bien accumuler les mensonges et les faux les plus stupides. Pour troubler Cachin et Frossard dans le courageux et difficile combat qu'ils mènent actuellement et aussi pour les dresser contre moi à l'heure où je dois invoquer leur témoignage, il peut bien insérer faussement leur nom accompagné de faux commentaires dans des documents falsifiés qu'il publie, ainsi pour Moutet, etc., etc. Après une rapide lecture de son plaidoyer, je la rédige cette première réplique, me bornant à y résumer les faits essentiels. Mais cette esquisse vaut d'être complétée. Elle le sera.

**

Ces faits nouveaux, si caractéristiques, viennent à point pour aider le prolétariat français à comprendre la nécessité qui s'impose à lui non seulement d'expulser le menchevik Lafont de toute organisation de classe comme il l'a été de l'Internationale Communiste et de la Russie soviétiste, mais encore d'expulser au plus tôt et à tout prix tous les Lafont en puissance, tous les mencheviks masqués, qui, révolutionnaires en paroles, sont déjà en fait les alliés passifs de la contre-révolution et seront demain les adversaires actifs de la Révolution.

A mesure que se développe la crise économique et politique engendrée par le régime bourgeois et précipitée par la guerre impérialiste, les antagonismes des classes s'exaspèrent.

Les intérêts économiques de classe dominent de plus en plus les questions idéologiques secondaires qui mettaient jadis aux prises les différentes catégories sociales. Sous la menace de la Révolution, tous les individus intéressés — ou qui croient l'être — au maintien du système capitaliste se rapprochent.

Les innombrables partis politiques tendent à se resserrer en deux grands partis sociaux : le Parti de

l'ordre, le Parti bourgeois d'une part et de l'autre le Parti de la Révolution, le Parti prolétarien.

La bataille se prépare. Pour qu'elle soit gagnée par lui, il faut que le Parti prolétarien forme un bloc vraiment révolutionnaire, pur de tout alliage suspect.

Aux élections parlementaires de novembre 1919, un bloc national au-dessus duquel se dressait fièrement le drapeau de la conservation sociale, unissait les fractions jusqu'alors éparses de la grande et de la moyenne bourgeoisie, auxquelles étaient venus se joindre les groupements les plus rétrogradés de la petite bourgeoisie. Depuis novembre, et à mesure que les grondements de l'orage révolutionnaire retentissent de façon plus menaçante, nous voyons d'autres éléments petits-bourgeois rattachés au prolétariat par leurs intérêts politiques mais qui ont l'illusion d'être unis à la bourgeoisie par leurs intérêts matériels, chercher un abri sous le paratonnerre du Parti de l'ordre.

Les organisations d'avant-garde doivent précipiter ce mouvement. Digne neveu de M. Prud'homme, prolétaire embourgeoisé ou bourgeois prolétarisé, parvenu ou déclassé, le petit-bourgeois a été toujours et partout un adversaire peu dangereux mais un allié très redoutable. Entraîné par sa situation économique à osciller perpétuellement entre la bourgeoisie et le prolétariat, prédestiné par son égoïsme aux actions les plus sottes et les plus basses, trop aveugle pour pressentir où s'installera la victoire, trop lâche pour s'aguerrir dans la défaite, il est dans la guerre sociale comme dans l'organisme social, le plus ridicule, le plus déconcertant, le plus mouvant, le plus instable des éléments. L'expérience de toutes les révolutions montre heureusement qu'il n'est qu'un élément d'appoint. Dans une période comme celle que traverse la France, alors que l'avant-garde prolétarienne a besoin de tout son sang-froid et de toute sa clairvoyance pour rompre avec la politique d'équivoque et adopter une tactique réellement révolutionnaire, le crétinisme politique et les hésitations perpétuelles des petits-bourgeois mêlés encore au mouvement aggravent dangereusement la fièvre et la confusion. Plus tard, quand le combat s'engagera, leur penchant, inné aux concessions, aux compromis, à la conciliation, puis leur brusque défection risquent de jeter le désarroi et la panique dans les rangs de l'armée ouvrière.

La mission historique de cette classe intermédiaire est de trahir, de trahir d'ailleurs ses propres intérêts aussi bien que ceux de ses alliés successifs. Pour l'empêcher de trahir le prolétariat, le mieux est de l'amener à trahir la bourgeoisie en la poussant, en temps utile, dans ses rangs.

Il serait donc imprudent, avant la prise du pouvoir, de tenter l'enrôlement en masse de la petite-bourgeoisie dans la première armée révolutionnaire, qui ne doit compter que des combattants vigoureux et enthousiastes. Pendant cette période préparatoire, l'avant-garde ouvrière et paysanne doit tendre dans ce sens à neutraliser les éléments petits-bourgeois les plus favorables et à démasquer les autres pour les obliger à se réfugier dans les bras de la bourgeoisie.

Il sera facile de débarrasser la route des petits-bourgeois qui forment l'aile droite de notre Parti Socialiste. En fait, sinon formellement, ils sont déjà passés avec armes et bagages au service des ennemis des travailleurs. Ils ne sont plus dangereux.

Le péril est au centre, où ces méfis sociaux forment un noyau compact. On les trouve non pas dans l'armée, dans les troupes centristes dont l'immense majorité est d'instinct avec nous, mais dans l'état-major centriste, composé en partie d'hommes sincères qu'une évolution naturelle a conduits de l'opportunisme au communisme mais où se groupent aussi des timides à jamais incapables de l'audace indispensable à l'action révolutionnaire — dont ils constatent théoriquement la nécessité — et des habiles qui ne font des concessions verbales au Communisme qu'afin de sacrifier à la mode et de duper plus sûrement les masses laborieuses.

Dans la préparation de la Révolution, préparation à peine commencée en France, la première besogne à accomplir est de séparer les troupes de ces pseudo-chefs.

Ces messieurs croient volontiers — et surtout ils cherchent à faire croire — que « l'indéfectible » confiance du prolétariat leur est acquise. Il y a quelques mois à peine, Albert Thomas et Renaudel, Scheidemann et Noske, Henderson et Labriola, Vandervelde et Pilsoudski, Kerenski et Renner, tous les pontifes de la social-démocratie européenne nourrissaient les mêmes illusions. Aux premiers souffles de la tempête révolutionnaire, ces faux héros ont cependant chancelé sur leur piedestal. Et bientôt ils se sont écroulés avec fracas.

Les demi-dieux du centre ne seront pas plus immortels que les dieux de la droite. L'ombre grandissante du crépuscule enveloppe ces divinités agonisantes. Dans les pays où la bataille révolutionnaire est engagée les foules militantes ont déserté leurs autels. En Russie, en Autriche, en Allemagne, les plus fameuses idoles, Martoff et Axelrod, Bauer et Adler, Kaustki et Dittmann, sont abandonnées l'une après l'autre.

Dans les pays où le prolétariat et la bourgeoisie commencent les combats d'avant-garde, en Italie par exemple, les opportunistes subissent un assaut furieux. Malheureusement, une partie de la classe ouvrière italienne hésite encore à rejeter ses Turati et ses d'Aragona. Dangereuse faiblesse.

Il est trop facile, sachant ce qui fut, de prévoir ce qui sera. Si l'incendie dont les premières étincelles jaillissent sous nos yeux menace d'embraser l'Italie entière, nous verrons ces pompiers de l'ordre verser sur les flammes révolutionnaires l'eau froide de leur sottise sagesse, de leurs avertissements perfides. Ils multiplieront les tentatives de conciliation. Ils préconiseront les pires compromis. Ils énerveront la classe ouvrière. Ils lui enseigneront le doute et la peur. Ils briseront son élan révolutionnaire. En fin de compte — consciemment ou inconsciemment — ils faciliteront son assassinat par la bourgeoisie. Déjà, ils cherchent à enfermer les ouvriers dans la légalité. Ils les empêchent de comprendre que la prise de possession de quelques fabriques ne se suffit pas à elle-même, qu'il faut mettre également la main sur les matières premières, sur les moyens de transport, sur les institutions de crédit, qu'il faut s'assurer la force de garder ces positions, c'est-à-dire qu'avant tout il faut prendre d'assaut l'Etat bourgeois, vaincre la résistance de la force armée, briser la vieille machine administrative et militaire, en un mot s'emparer de tout le pouvoir politique.

Que notre prolétariat médite ces leçons, qu'il ob-

serve et qu'il se souviennent. La Révolution a vaincu en Russie parce que, dès avant l'insurrection prolétarienne, les bolcheviks avaient eu assez de clairvoyance et d'énergie pour attaquer, discréditer et abattre les socialistes opportunistes, les mencheviks. En Allemagne, en Hongrie, partout où les communistes n'ont trouvé ni la sagesse ni la force de livrer et de gagner cette bataille, la Révolution a été trahie par les mencheviks et étranglée par la bourgeoisie.

La lutte contre l'opportunisme, contre le menchevisme, c'est-à-dire contre l'idéologie petite-bourgeoise, solennelle et vide, prud'homme, sentimentale, lyrique, bornée et peureuse est la plus urgente des luttes à engager.

*
**

Ce n'est donc pas seulement dans l'armée bourgeoise, c'est jusque dans ses rangs qu'il faut rechercher et atteindre les adversaires. Il n'est pas toujours aisé de les reconnaître.

A côté d'un Millerand qui force les portes de la Chambre à coups de basse démagogie, puis trahit le prolétariat pour un maroquin ministériel, qui tient l'emploi de provocateur à la révolution avant de se faire l'assassin des peuples révolutionnaires, qui se nourrit d'anticléricalisme, lance sa famille et sa clientèle, meute famélique, à la curée des biens d'Eglise, s'emplit les poches au pillage éhonté du milliard des Congrégations, puis se hisse à la présidence du Conseil en offrant à une majorité cléricale la reprise des relations avec le Vatican, qui hurle « Mort à la Révolution et vive le Pape » après avoir crié « Vive la sociale ! A bas la calotte ! » ; à côté de cet ambitieux insatiable, cruel et cupide, qui après tant de reniements et de trahisons est toujours prêt à renier et à trahir pour assouvir sa soif de richesse et de domination, à côté d'un Viviani, d'un Briand, d'un Renaudé, de ces renégats d'une pureté classique, d'une éblouissante ignominie, on observe dans ce genre très riche, des variétés plus humbles, diversifiées à l'infini et infiniment plus dangereuses.

Jadis le menchevisme, souche vénérable des renégats, se piquait d'avoir une doctrine. Il défendait le suffrage universel, la liberté, l'égalité, la démocratie parlementaire, tous les hochets inventés par une bourgeoisie maternelle pour amuser et flatter le prolétariat, ce fils-esclave que lui donna le capitalisme et qui, après avoir présenté le plus édifiant exemple de piété filiale, après avoir pratiqué longtemps les plus hautes vertus sociales, la soumission à la richesse et la résignation à la misère, manifeste d'insolentes prétentions à l'émancipation et à la joie.

Aujourd'hui, c'est à peine si quelques doctrinaires rhumatisants, tels que Martoff et Kautsky, osent soutenir les exigences de parents insensés contre les droits de l'enfant majeur.

Eux-mêmes ont dû faire bien des concessions à l'esprit nouveau. Quant à l'immense majorité des mencheviks, entraînés par les masses ouvrières vers la 3^e Internationale, ils n'osent plus ouvertement résister au courant. Ils ont répudié en paroles la démocratie bourgeoise. Ils ont appris à crier : « Vive la dictature du prolétariat ! Vive le Pouvoir des Soviets ! » Ils crient même assez bien.

Parmi les néophytes, les uns se sont ralliés loya-

lement, les autres ne veulent pénétrer dans la 3^e Internationale qu'afin de réussir par ruse où ils ont échoué par force. Ils ne nous embrassent si fort que pour mieux nous étouffer.

Comment distinguer les sincères et les perfides ?

Pendant la guerre civile, aux premiers coups de feu, les faux communistes se révélèrent. Mais quel mal n'auront-ils pas fait auparavant ! Et comment décider dans les pays où la bataille n'ayant pas envahi la rue se livre encore dans les journaux et dans les meetings ?

S'il était possible d'éprouver la sincérité des candidats à la 3^e Internationale comme on éprouve la sincérité des nouveaux membres du Parti Communiste russe en les envoyant se battre, sacrifier leur vie au Parti, le problème serait plus simple. Il serait également plus simple s'il était possible de sonder la conscience de chacun en l'amenant au contact direct des faits révolutionnaires. Mais nous ne devons songer ni à créer artificiellement un front insurrectionnel ni à renouveler pour tous les mencheviks de France l'épreuve de Varsovie, — si décisive pour Lafont.

Homme de peu de foi mais d'esprit subtil, celui-ci avait compris depuis longtemps la pénible nécessité d'une adhésion verbale à la 3^e Internationale. Etroitement lié aux mencheviks russes, compromis par ses intrigues, il prévoyait à quelles difficultés particulières se heurterait son admission. Il résolut de la préparer avec soin. S'armant de courage — ou simplement d'aplomb — il fit tout exprès le pèlerinage de Russie. Mais l'ironie du destin, la justice immanente, voulait que le pauvre homme venu à Moscou, ville sainte de la Révolution, pour y arracher d'un coup à l'ignorance des grands prêtres tous les sacrements de l'Eglise communiste, en revint accablé sous le poids des malédictions et sacré contre-révolutionnaire.

Lafont n'est pas un être exceptionnel, c'est le spécimen typique d'une famille sociale hybride, en paroles alliée au prolétariat et révolutionnaire mais en fait vivant avec la bourgeoisie et conservatrice.

Avec plus d'intelligence, de culture et de souplesse que beaucoup d'autres, il est affligé des anomalies, des oppositions de sentiment, des insuffisances de pensée et de volonté qui caractérisent le révolutionnaire petit-bourgeois dit menchevik. Plongeant profondément ses racines dans les terres grasses accaparées par la bourgeoisie, et puisant avec volupté l'essence de sa nourriture corporelle et spirituelle, troublé cependant par la misère des multitudes humaines parquées sur les sables arides, assez positif pour concevoir la monstrueuse iniquité de ses privilèges, assez délicat pour en souffrir, assez vertueux pour les maudire, il est assez égoïste aussi, assez asservi aux jouissances que procure l'exploitation de l'homme par l'homme, son instinct bourgeois de conservation reste assez fort pour qu'il cesse l'attaque platonique et qu'il commence la défense réelle de cette société criminelle faite par lui et pour lui quand elle est mise en péril de mort par les revendications brutales des travailleurs.

Il n'est donc pas excessif de prévoir que la plupart des amis politiques de Lafont feront, à l'occasion, ce qu'il a fait et ce qui avait été fait dans des circonstances analogues par les mencheviks d'autres pays.

Mais si l'incident Lafont, après bien d'autres expériences, nous donne le droit de crier à la classe ouvrière : « Prends garde, condamne Lafont et suspecte ses semblables », il ne nous permet pas d'aller plus loin. Et le problème vital de l'épuration des Partis ne serait pas résolu si le Second Congrès de l'Internationale Communiste n'avait trouvé de nouveaux procédés pour démasquer les traîtres.

**

Le Premier Congrès avait fixé les principes de la doctrine et de la tactique communistes. Ce programme déchaîna les fureurs de la 2^e Internationale tout entière. Pourtant, en quelques mois, ces principes étaient admis et assimilés, avec une aisance effrayante, par la plupart des opportunistes. Pour protéger la jeune Internationale, menacée d'invasion par l'armée répugnante des carriéristes et des mercantis de la social-démocratie, le Second Congrès décida d'opposer à ces indésirables une série d'obstacles infranchissables.

Le Congrès fait dépendre l'adhésion et le maintien des Partis dans l'Internationale de l'exécution d'un certain nombre de conditions qui imposent à ces Partis et à leurs membres non seulement l'adoption d'un programme révolutionnaire, mais l'action quotidienne révolutionnaire. Quelles soient neuf, dix-huit ou vingt et une, ces fameuses conditions ne visent pas d'autre but que de contraindre les mencheviks les plus habiles soit à renoncer à la 3^e Internationale, soit non plus seulement à parler mais à agir en vrais communistes. Aucune de ces conditions ne viole les principes posés par le Premier Congrès et acceptés à Strasbourg par le Parti Socialiste français. Elles se bornent à esquisser le statut intérieur du Parti déterminant son rôle et ses devoirs, réglant son organisation et sa discipline. Elles sont rédigées en termes assez généraux et assez souples pour être adaptées sans peine aux circonstances spéciales dans lesquelles chaque prolétariat combat dans le cadre national.

Les communistes convaincus, honnêtes, ceux qui veulent sincèrement préparer et accomplir la Révolution, accepteront d'enthousiasme ces dispositions tutélaires.

Ce qu'elles exigent toutefois, elles l'exigent avec une énergie si intense, tout texte vigoureux s'oppose si nettement aux confuses et molles formules usitées dans nos partis corrompus, qu'elles choquent d'abord et les pseudo-révolutionnaires entraînés par la doctrine étroite et romantique de l'anarcho-sindicalisme dans les voies d'un individualisme stérile et les socialistes à qui trois années de Révolution n'ont pas encore appris que la guerre des classes est une guerre véritable, âpre et impitoyable, imposant aux combattants plus de cohésion, de centralisation, de discipline et d'héroïsme qu'aucune autre.

Mais l'adhésion de ceux-là qui pèchent par ignorance et non par mauvaise foi sera rapidement obtenue. Ceux qui résisteront, ceux qui protesteront jusqu'au bout, ce sont ceux précisément dont l'Internationale Communiste veut déblayer notre route, ceux dont le Second Congrès — en rédigeant les conditions — entendait provoquer les résistances et les attaques, ceux qu'il a voulu démasquer et écraser. Ceux-là ne se résigneront jamais à voter

ce Code révolutionnaire parce qu'ils savent bien que tôt ou tard ils encourront ses rigueurs.

Ils savent qu'à partir du moment où ces conditions seront exécutées, chaque socialiste étant placé sous la surveillance effective et permanente du Parti et de l'Internationale, sera contraint :

1^o De rompre définitivement avec le réformisme et l'opportunisme, ceci ayant pour résultat d'éliminer immédiatement tous les opportunistes et tous les réformistes sincères ;

2^o De mener une action pratiquement révolutionnaire, ceci ayant pour résultat d'éliminer dans le plus bref délai les réformistes et les opportunistes honteux, tous ceux qui jusqu'ici dans l'état anarchique du Parti voilaient aisément de phrases élogieuses révolutionnaires leurs défaillances et leurs trahisons.

Les rares numéros du *Populaire* et de l'*Humanité* reçus ici depuis le retour de Cachin et de Frossard en France ne font pas exactement connaître l'accueil fait aux conditions posées par l'Internationale. Mais il est facile de l'imaginer.

À l'avance, nous savons que les protestataires ne seront pas les simples soldats, les humbles militants, bons révolutionnaires entraînés dans l'opportunisme contre leur tempérament, leur idéal et leurs intérêts. Les protestataires se recruteront plutôt dans cette méprisable « aristocratie ouvrière », bureaucratique et politicienne, parmi les détenteurs satisfaits des sinécures administratives et des fiefs électoraux, parmi les bénéficiaires des privilèges moraux et matériels qui en tout temps et en tous pays constituent un poids mort, un frein redoutable dont un Parti comme le nôtre, en cette époque d'évolution rapide, doit se débarrasser à tout prix.

Je les entends si bien les cabotins de la « Sociale » tonner au prochain Congrès contre les « conditions de Moscou, plus abominables encore que celles de Brest-Litovsk et de Versailles et qui attentent à la dignité, à l'indépendance, aux grandes traditions de notre Glorieux Parti... », etc., etc. Je les entends si bien s'élever avec indignation contre « le despotisme des tyrans de Moscou ».

Je suis convaincu que le bon sens des militants français fera promptement justice de ces effets de tribune. Nos camarades apercevront quelles spéculations égoïstes, quelles réalités médiocres, quelles combinaisons misérables dissimulent ces véhémences. Ils comprendront que c'est précisément pour rétablir la dignité et l'indépendance du Parti avili et vendu par ses chefs, pour remonter jusqu'à la source, jusqu'aux pures traditions révolutionnaires escamotées par les conciliateurs, pour rendre au Parti français la puissance et le prestige qu'il a perdus, qu'il est nécessaire d'accepter ces conditions et de les exécuter inexorablement. Ils n'ignorent pas davantage que Moscou ne prétend exercer aucune dictature.

On pourrait soutenir cependant que Lenine et Trotski reçurent assez de blessures et gagnèrent assez de batailles pour être élus maréchaux de la Révolution Mondiale. On pourrait affirmer qu'une dictature de fer confiée à ces héros favoriserait davantage le développement du mouvement insurrectionnel en France que les hésitations, les fluctuations, les faiblesses d'éminences grises sans clairvoyance et sans courage qui ont jeté notre grand Parti dans la situation misérable où il se débat actuellement.

Mais que nos grands hommes se rassurent. Les camarades russes ne songent pas à user d'une autorité morale chèrement conquise pour dicter leurs lois aux travailleurs d'Occident. Dans la 3^e Internationale, forteresse puissante indestructiblement fondée sur les cadavres de deux cent mille bolcheviks, où chaque pierre est cimentée avec la chair et le sang d'un soldat rouge ; dans cet édifice grandiose, construit de la base au faite par la Révolution russe, puis donné par elle au prolétariat mondial, le Parti Communiste russe a refusé la salle d'honneur qui lui était offerte. Dans le Comité Exécutif, organe directeur de l'Internationale, le bolcheviks disposent seulement d'un quart des mandats, les trois-quarts restant étant répartis d'ores et déjà entre les camarades étrangers. L'admission des socialistes de France, d'Angleterre, d'Allemagne viendra encore réduire cette singulière dictature. Les raisons invoquées par les adversaires de la 3^e Internationale ne sont donc que de piteux prétextes. La raison profonde, la vérité, est moins honorable pour ces messieurs.

Prenez un à un les chefs de cette opposition, interrogez-les, examinez leur existence d'un peu près et vous apercevrez que tous, sans exception, — par intérêt ou par lâcheté, — redoutent la Révolution ; qu'ils pâlisent devant son ombre ; qu'ils sont prêts à tout, afin de retarder ce cataclysme, bienfaisant pour tous les opprimés, menaçant pour tous les privilégiés, quelle que soit la classe dont ils tiennent leurs privilèges. Tout ennemi du Communisme est, à l'heure présente, un conservateur. Nos adversaires auront beau crier au paradoxe et au sectarisme, la proposition que nous énonçons est évidente pour tout honnête homme qui sait observer et réfléchir.

La bourgeoisie ne s'y trompe pas. C'est parce qu'elle les sent très loin de la Révolution et très près d'elle-même, hostiles à l'action directe prolétarienne et par conséquent favorables à l'ordre bourgeois, qu'elle prend ouvertement parti pour les opportunistes contre les communistes qu'elle appuie de toutes ses forces la campagne menée contre la 3^e Internationale.

Bebel aimait à répéter qu'il était sûr d'avoir fait son devoir révolutionnaire quand la bourgeoisie l'attaquait avec plus de rage ; chaque fois au contraire que les critiques des adversaires de classe se faisaient moins âpres, il se sentait inquiet. Quand il méritait leurs éloges, il comprenait qu'il s'était trompé. De même nous disons à la classe ouvrière française : « Les opportunistes, dans leur lutte contre la 3^e Internationale, recueillent les applaudissements et l'appui de tes exploités, c'est donc qu'ils te trahissent. Flétris-les et chasse-les. L'Internationale Communiste mérite au contraire les injures passionnées de tes ennemis. C'est qu'elle sert bien tes intérêts. Honore-la et soutiens-la. » Indigne d'être un révolutionnaire celui qui ne mérite pas la haine mortelle de la bourgeoisie. Comme dit le poète russe :

L'encouragement, nous le puisons non pas dans la douceur des louanges, mais dans l'amertume des haines sauvages.

Le vote émis par le prochain Congrès sur les conditions d'admission permettra au prolétariat de discerner ses amis et ses ennemis. Il décidera de la vie

et de la mort du Parti Socialiste français en tant qu'organisation politique révolutionnaire.

Les opportunistes qui se disent partisans de la dictature prolétarienne mais qui, en réalité, prolongent la domination de la bourgeoisie, soit en la poussant à jeter parfois l'appât de quelque réforme décevante à la classe ouvrière, soit en détournant celle-ci de l'action directe et violente, s'efforceront de maintenir notre Parti dans l'impuissance en le maintenant dans la confusion et voteront contre l'entrée à la 3^e Internationale.

Les communistes voteront l'adhésion, étant soucieux de précipiter la ruine du capitalisme et la prise du pouvoir par les masses, étant résolus par conséquent à transformer le Parti, de club ouvert à tout venant, de tribune aux harangues où toute force est gaspillée en discours, en une formidable machine de guerre, manœuvrée par un équipage audacieux, discipliné et dévoué jusqu'à la mort.

Les méthodes d'organisation et d'action qu'ils préconisent ont été éprouvées par les bolcheviks. Elles n'ont pas été toutefois créées par eux et devraient être familières aux militants français plus qu'à tous autres. Perfectionnées, modernisées, plus savantes et plus souples, elles n'en sont pas moins les filles, aisément reconnaissables, des vieilles méthodes jacobines qui, avant d'être retrouvées par Blanqui, permirent jadis à la pénible Révolution française de résister assez longtemps aux trahisons conscientes et inconscientes des Girondins, les mencheviks du Tiers-Etat, pour lui permettre de tracer sur l'Europe entière un sillon démocratique ineffaçable. C'est ce jacobinisme régénéré, fait d'intransigeance doctrinale, non exclusive d'une tactique flexible, mouvante comme la vie, d'une richesse inouïe de moyens, fait encore d'énergie impitoyable, de ténacité froide, de dévouement illimité à la cause populaire qui a galvanisé les forces des révolutionnaires russes et frappé de stupeur leurs ennemis. Lui seul a pu donner au bolchevisme l'incroyable vitalité nécessaire pour résister pendant trois années aux assauts inlassablement répétés de la réaction mondiale, pour détruire le régime capitaliste dans le pays le plus vaste et le plus peuplé du monde civilisé, pour déblayer ces ruines et préparer les fondations sur lesquelles une génération nouvelle saura édifier la société communiste.

Une longue suite d'expériences a si clairement enseigné aux ennemis de la Révolution le respect de la puissance bolchevique que nous assistons aujourd'hui à ce surprenant spectacle des plus irréductibles et des plus formidables d'entre eux, les gouvernements de l'Entente, en pleine retraite des troupes rouges, inquiets malgré tant de triomphes, et incertains de l'avenir, conseillant la modération et la prudence à leur amie et alliée, la Pologne militariste. Ils savent, en effet, pour l'avoir constaté à maintes reprises, que la victoire ne tarderait pas à voler de nouveau au-devant des armées rouges, infiniment plus riches en réserves matérielles et surtout morales que les armées blanches de Pologne. L'arrivée des régiments soviétistes aux portes de Varsovie, au seuil de l'Europe centrale, a infligé aux capitalistes qui règnent à Paris et à Londres quelques semaines d'angoisse, qu'ils ne tiennent guère à revivre. Pendant cette affreuse période, le spectre du bolchevisme a pris corps sous leurs yeux affolés. Ils ont compris

le danger menaçant ; ils ont cru le drapeau rouge flottant à Varsovie, la République des Soviets proclamée en Pologne, l'incendie gagnant les Balkans, la classe ouvrière allemande bouillonnant d'enthousiasme et prête à se lever sous l'influence directe des armées russes révolutionnaires.

Dans cette douloureuse épreuve l'oligarchie, bourgeoise ne connaît pas d'autre réconfort que la mesure, le tact, la sagesse inattendue manifestés par les ouvriers occidentaux. Il eût suffi, à ce moment, d'une pression économique puissante des prolétariats anglais et français pour contraindre l'Entente à la neutralité réelle, c'est-à-dire pour sauver la Russie et pour perdre la Pologne, pour mettre en feu l'Europe centrale, pour déchirer le traité de Versailles et ruiner les folles combinaisons échafaudées sur ce dégoûtant chiffon de papier, en un mot pour modifier de fond en comble la situation internationale et pour rompre l'équilibre européen en faveur de la Révolution prolétarienne.

Malheureusement, les ouvriers de France et d'Angleterre étaient mal préparés pour entreprendre cette action. Ils ont dû laisser passer, sans agir, une occasion exceptionnelle de manifester leur puissance et de la découpler en débarrassant la Russie de son dernier ennemi.

A l'indubitable efficacité des méthodes jacobines qui ont assuré au Parti Communiste russe d'abord puis aux autres organisations adhérant à la 3^e Internationale, tant de force et de prestige, s'oppose en effet, en un contraste saisissant, l'inefficacité lamentable des moyens opportunistes par l'emploi desquels les organisations d'Occident se condamnent à la stérilité et à l'humiliation.

Pour ne pas insister sur les événements actuels, rien de plus édifiant que la disproportion flagrante entre les efforts énormes accomplis par eux à l'occasion de l'intervention en Russie et les piètres résultats obtenus.

Depuis trois années, la plus rude des guerres met aux prises le prolétariat russe avec la bourgeoisie européenne. Depuis trois années, les travailleurs français et anglais n'ont pas cessé d'affirmer leur solidarité totale avec la République des Soviets. Et pendant ces trois années, les capitalistes de France et d'Angleterre — sans tenir aucun compte de la volonté mille fois exprimée des masses travailleuses — n'ont pas cessé leurs attaques contre la Russie. Aux protestations et aux menaces de millions et de millions de prolétaires, la poignée de financiers et d'industriels qui gouverne Paris et Londres répond par des haussements d'épaules méprisants. Malgré les clameurs indignées des travailleurs et sous leurs yeux les assassins impassibles plongent et replongent leur couteau dans la gorge saignante de la victime. Impuissants autant que de vieilles femmes débiles nos prolétaires innombrables ne trouvent ni la force de tuer ni celle de désarmer ces misérables.

Si la classe ouvrière de France et d'Angleterre n'avait pas connu ces attentats sa faiblesse serait excusable. Ce qui l'accable, c'est qu'elle connaît le crime, qu'elle condamne les meurtriers et qu'elle n'a su rien faire encore pour secourir efficacement la victime. Malgré elle et contre elle Lloyd George et Curzon, Clemenceau et Millerand, les uns avec plus de cynis-

me, les autres avec plus d'hypocrisie, poursuivent tenacement l'accomplissement de leurs desseins.

L'impuissance du prolétariat français, défenseur légitime des droits de l'homme et des nations, est spécialement horrible. Chaque fois que la Confédération Générale du Travail et le Parti Socialiste français exigent la cessation du blocus, la paix et la reprise des relations avec la Russie, chaque fois Millerand, dont Nicolas II, par une divination singulière, fit jadis un baron russe, prévoyant et payant ainsi les services que ce renégat rendrait plus tard au tsarisme, chaque fois le baron Millerand proclame avec plus d'insolence sa résolution de noyer dans le sang la Révolution, chaque fois il envoie contre la Russie de nouveaux régiments et de nouveaux états-majors, des espions et des assassins, de l'or et des munitions... A peine est détruit un des béliers lancés par Clemenceau et son digne successeur — le requin suivant le tigre — contre les murailles de la République assiégée, qu'ils construisent une nouvelle machine infernale. Après Kaledine Krassnoff, puis Alexeïeff, puis les Tchéco-Slovaques et Savinkoff, puis Koltchak, Youdenitch, Denikine, puis la Pologne, puis Wrangel. Aucun échec ne les désespère. Ils savent que le duel engagé entre le Capital et le Travail est un duel à mort. Ils savent que chaque coup porté, chaque mois passé épuisent un peu plus les forces de la Révolution. Et ils continuent, ils continueront à exciter, à provoquer, à inventer de nouveaux instruments de lutte tant que leurs sujets obéissants persisteront à être non plus les dupes, ils ne sont plus dupes, mais les complices de ces bandits.

N'est-ce pas, en effet, la classe ouvrière française, unanime à protester contre l'intervention en Russie, qui permet seule cette intervention en persistant docilement à fabriquer et à transporter des armes, à envoyer ses enfants à la caserne, à vider son bas de laine dans les caisses d'épargne et à se priver du nécessaire pour payer le percepteur, procurant de la sorte aux valets de l'oligarchie financière le matériel de guerre, les régiments, les milliards utilisés pour l'assassinat de la Russie ?

Quoi de plus facile pourtant pour une classe ouvrière unanime que de transformer une sympathie passive en sympathie active, d'interdire ces fabrications et ces transports, de refuser ces milliards, de retourner contre un gouvernement de réaction et de crime les fusils chargés des soldats ouvriers et paysans ?

Qui donc est coupable de cette impuissance de notre prolétariat, du mépris que lui témoigne la bourgeoisie ? Les mauvais soldats ou les mauvais chefs ?

Les soldats, répondent les mencheviks. Les soldats dans la mesure où ils choisissent de mauvais chefs, répondons-nous.

Ernest Lafont, reprenant à Moscou le répugnant système de défense présenté au Congrès de Lyon par Merrheim, s'écriait dans un sourire : « Ce n'est pas nous qui avons trahi la classe ouvrière. C'est la classe ouvrière qui nous a trahis. » Cette affirmation infamante que Merrheim et Lafont lancent publiquement contre la classe ouvrière française est reprise au contraire par les chefs de l'opportunisme. « Nous voulons la dictature du prolétariat mais, hélas ! la classe ouvrière française est incapa-

ble de la réaliser. » Ainsi se lamentent ces hypocrites. Ainsi ils essayent d'excuser leurs défaillances et leurs retards.

Certes, nous n'ignorons rien de la corruption d'une « aristocratie ouvrière » embourgeoisée ni de l'indifférentisme d'un grand nombre de travailleurs. Mais nous affirmons que dans son ensemble le prolétariat français ne pêche ni par lâcheté ni par calcul. Quoi qu'en disent les Merrheim, les Lafont et tous les traîtres, il est incapable de trahison, toujours prêt à agir. Plus qu'aucun autre, il est généreux, désintéressé, héroïque. Il l'a prouvé au cours des siècles. Pendant la guerre impérialiste encore, abusé par l'aveuglement de certains chefs et par la perfidie des autres, il a prodigué son sang, s'imaginant défendre le droit et la civilisation, marcher à la conquête de l'idéal, faisant en réalité le jeu de la barbarie et de la force, montant la garde devant le coffre-fort des marchands. S'il pêche, c'est par ignorance et par naïveté ; s'il est coupable, c'est de conserver sa confiance à des chefs qui le trompent.

Mais comment les condamner ? L'ignorance des masses est inévitable dans la société présente. Aussi longtemps que la bourgeoisie, détenant tous les moyens de domination, maîtresse du gouvernement et de l'administration, de la police et de l'armée, de l'église, de l'école et de la presse, pourra librement asservir les corps et empoisonner les esprits, aussi longtemps qu'existera le capitalisme, et par le fait même de son existence, il sera impossible d'amener la majorité des opprimés à la plus pleine conscience, à la claire compréhension de la nécessité du combat. C'est parce qu'ils savent cela que les révolutionnaires doivent tout d'abord faire appel à l'avant-garde du prolétariat ; qu'ils groupent et disciplinent avant tout cette minorité agissante pour la rendre digne d'éclairer, d'encadrer et d'entraîner la masse à l'heure de l'insurrection.

**

Le Parti Socialiste français n'a pas su préparer cet éveil révolutionnaire des masses. Il s'est avéré incapable d'instruire et grouper en formations de combats l'élite ouvrière et paysanne destinée à prendre l'initiative et la direction du mouvement insurrectionnel.

Cette impuissance à remplir les fonctions essentielles d'une organisation révolutionnaire n'a jamais été plus apparente et plus nuisible qu'en ces dernières années. Elle deviendra de jour en jour plus choquante et plus dangereuse si notre Parti demeure un agglomérat paradoxal des éléments les plus disparates, défendant les conceptions politiques les plus diverses, visant les buts les plus éloignés qu'ils prétendent atteindre par les voies les plus opposées n'étant unis par rien sinon par une étiquette, — l'étiquette socialiste.

Que cette étiquette désigne un communiste intellectuellement capable, comme Lorient, de concevoir l'extension fatale du mouvement révolutionnaire, de prévoir l'éclatement prochain de la guerre civile en France et d'une trempe morale assez forte pour armer le prolétariat d'idées et de fusils pour faire en sorte qu'il ne soit pas surpris par les événements, qu'elle couvre un opportuniste tel que Longuet, assez éclairé pour constater les faits mais trop timoré pour en admettre publiquement les conséquences brutales

et surtout adapter son attitude, qu'elle dissimule un réformiste comme Albert Thomas qui nie la guerre de classe et qui vit de la collaboration des classes, que cette étiquette soit arborée par un bon révolutionnaire, par un lâche ou par un traître, peu importe, elle se suffit à elle-même. Le pavillon couvre la marchandise : « Qui se proclame socialiste est socialiste ; qui est socialiste appartient de droit au Parti ». Tel est l'extravagant mot d'ordre qui, en fait, et malgré quelques précautions de pure forme, est observé jusqu'ici par notre Parti et suffit à expliquer sa scandaleuse faillite.

Au prochain Congrès nous entendrons, une fois de plus, les conciliateurs naïfs ou perfides exiger la prolongation de cette union immorale entre les complices les plus éhontés de la bourgeoisie et les amis les plus fervents du prolétariat. Ils trouveront des accents touchants et feront pleurer bien des yeux ; ils évoqueront la mémoire de Jaurès pour défendre cette indéfendable sacro-sainte « unité » d'étiquette et d'opérette destinée seulement à faire illusion aux masses. Car, en période de lutte de classe et de guerre civile, il n'est pas d'unité réelle possible entre Albert Thomas, Longuet et Lorient.

L'unité nécessaire et profonde, c'est l'unité de doctrine, qui permet seule l'unité de volonté et qui assure l'unité d'action. J'ai honte de ressasser ces banalités que les chefs les plus clairvoyants ont enfin comprises.

Je suis sûr, qu'au prochain Congrès, le bon sens et l'ardeur de nos militants acheveront l'œuvre entreprise par le Comité français de la 3^e Internationale, puissamment appuyée par Cachin et Frossard. Ils obligeront nos rusés adversaires à porter la discussion sur le terrain dont ils s'écartent de plus en plus, le terrain des principes. Ils calmeront les feintes indignations soulevées par les conditions de Moscou. Ils dévoileront l'abîme qui sépare à jamais les socialistes conservateurs des socialistes révolutionnaires. Sans se laisser troubler par les jérémiades et les menaces, ils consommeront la rupture.

Rupture avec tous les éléments antirévolutionnaires, qu'ils soient étiquetés socialiste, républicain ou monarchiste, les premiers étant les plus dangereux ennemis du prolétariat. Union avec tous les éléments révolutionnaires, qu'ils soient groupés dans les associations économiques ou politiques. Soulagé, mais provisoirement affaibli par l'ouverture et le curage de l'abcès opportuniste, le Parti devra être soutenu par une forte injection de sérum syndicaliste.

Le Parti Communiste considérera comme une des conditions de sa vitalité le recrutement dans la Confédération Générale du Travail. Il doit faire de ses sections les points où viendront fusionner les éléments les plus sains et les plus actifs de la C. G. T. et du vieux P. S. F. Instrument politique et instrument économique des revendications ouvrières, ces deux organismes, également destinés à précipiter l'émancipation des prolétaires par la révolution sociale, devaient logiquement conclure l'alliance la plus étroite. Pourtant, les conditions historiques particulières dans lesquelles ont grandi les organisations, maîtresses de notre classe ouvrière — conditions soulignées et exagérées par des querelles de personnes et de mots — ont élevé peu à peu entre elles une barrière, les dressant parfois l'une contre l'autre

comme deux sœurs ennemies, les condamnant toujours à la division, c'est-à-dire à la faiblesse, et faisant le jeu de la bourgeoisie.

Il est temps que cesse ce décourageant spectacle, que ces deux puissantes mains de la classe ouvrière coordonnent leurs efforts.

Le P. S. et la C. G. T. peuvent bien poursuivre des revendications immédiates différentes. L'une et l'autre n'ont qu'un seul objectif, qu'ils n'atteindront en fin de compte, que par une même tactique.

Dès sa naissance, le Parti Communiste doit adresser le plus pressant appel aux syndicalistes minoritaires. Ils apporteront dans la lutte politique une connaissance des besoins de la classe ouvrière, un sens pratique et en même temps un goût d'action directe, de simplification et de clarté, un esprit de décision qui manquent trop souvent à nos amis du Parti.

La plupart d'entre eux adopteront très vite le programme de Moscou, qui n'est sur bien des points qu'une édition, corrigée, considérablement augmentée et élargie du vieux socialisme ouvrier. Mais ils n'accepteraient pas d'entrer dans une organisation infectée encore par les miasmes de sa corruption passée, par cette atmosphère bassement politicienne qui la disqualifiait aux yeux d'une part imposante de la classe ouvrière. La première preuve à fournir, le premier gage à donner de la rupture définitive avec les errements anciens, c'est l'épuration du Parti. Largement exécutée, elle dissipera la méfiance des syndicalistes, elle permettra d'autre part la constitution d'une véritable unité.

Les hommes de droite sont déjà près de la porte. Il faut les jeter dehors. Il faut expulser, sans plus de ménagements, les opportunistes invétérés.

Après mille autres faits péremptoirs, l'incident Lafont permet aux moins perspicaces de prévoir quel rôle louche joueraient de tels hommes aux heures graves qui sonneront bientôt. Le vote, et surtout la discussion sur les conditions d'admission, vont souligner le péril en démasquant un grand nombre de ces faux amis de la Révolution. Les autres se révéleront d'eux-mêmes quand, par l'exercice même du nouveau statut, ils seront astreints à une activité communiste légale et illégale.

Le premier acte de la nouvelle majorité doit consister à chasser avec éclat les chefs irréductibles de la minorité.

Leur présence rendrait impossible la régénération du Parti. L'effort sera suffisamment rude déjà pour les centristes de la veille, touchés sincèrement par la grâce communiste, qui auront à se vaincre eux-mêmes, à redresser leurs déviations opportunistes, à veiller aux retours sournois du vieil homme qui, en toute occasion, et malgré eux, s'efforcera de renaître, qui cherchera à percer et qui percera parfois dans les actes, dans les gestes, dans les mots. Je connais ces luttes difficiles contre le passé tenace pour les avoir vécues.

Soutenus et aussi sermonnés par les vieux communistes qui — débordés par cette miraculeuse propagation de la foi — feront bien de redoubler de vigilance et de sévérité, ces nouveaux adeptes pourront bien, avec le temps, devenir d'excellents révolutionnaires. Mais durant cette phase de réformation, les anciens guides spirituels doivent être écartés. N'en doutons

point, ces chefs dépossédés, ralliés par force, demeureront, au fond, hostiles à un mouvement qu'ils ne comprennent pas. Supportés dans le Parti, ils ne désarmeront pas. Ils ne peuvent pas désarmer. Ils ont accumulés trop de fiel. Leurs moindres mots ont un goût d'amertume. Ils sont descendus trop bas. Ils ne nous pardonneront jamais, les sincères de s'être trompés, les hypocrites d'avoir été contraints de dévoiler leurs bas calculs ou leurs terreurs.

Je me souviens de Pressemane — un vieil ami comme Lafont — prêchant voici quelque dix ans — dans la période la plus calme de notre histoire — la guerre sociale, la voulant impitoyable, l'annonçant prochaine, écrasant sous ses certitudes brutales mes appréhensions et mes doutes. La guerre sociale est venue. La tempête ébranle l'Europe entière. Le soldat timide tient bon. Le vêtement général, après avoir contemplé pendant trois années la plus gigantesque des révolutions qui ait jamais bouleversé le monde, s'enfuit épouvanté, bouchant ses oreilles pour ne pas entendre, fermant ses yeux pour ne pas voir et hurlant comme un insensé : « La Révolution est impossible ! »

Était-ce provocation hier ? Mais il paraissait bien sincère. Est-ce seulement faiblesse aujourd'hui ? Mais il fait si bien le jeu de la bourgeoisie. Quoi qu'il en soit, comment l'ex-ouvrier Pressemane pardonnerait-il à ces souvenirs ? Et quelle exaspération doit lui inspirer contre les autres le mépris qu'il s'inspire à lui-même ?

Comment ces hommes, après de telles défaillances, se rachèteront-ils ? Cloués à leurs préjugés, à leurs intérêts, à leurs intrigues, ils exerceraient dans le Parti la plus néfaste influence. Il faut les rejeter. Bien peu de leurs soldats les suivront dans l'exil. Si nous les tolérons tapis dans leurs fédérations, comme les hobereaux dans leurs villages, mal républicanisés, ils entraveront constamment l'organisation nouvelle. De gré ou de force, ces princes déchus doivent être éloignés, expulsés, comme furent expulsés jadis de la République naissante les grands féodaux, les princes du sang.

La présence d'un Lafont, d'un de ces socialistes de salon, de ces dilettantes, sans nerfs et sans muscles, sans conviction et sans dignité qui, en un temps où le sang ouvrier coule à flots sous le poignard de la classe ennemie, trouvent le triste courage de participer à je ne sais quels conciliabules, de banqueter et de flirter avec les ennemis du prolétariat, cette présence ne serait pas seulement intolérable, elle serait corruptrice et périlleuse au plus haut degré. Sans égards aux services passés, à la gloire, au nom, etc., qu'on chasse sans hésitation les coupables et les suspects. Il vaut mieux que les guides de la classe ouvrière soient moins éloquents et plus sincères, qu'ils aient moins touché aux affaires publiques et qu'ils aient les mains plus propres.

Ce qui manquait à notre Parti et ce que l'adhésion à la 3^e Internationale lui permettra d'acquérir, c'est un programme clair, une tactique vigoureuse, ce sont des chefs clairvoyants, audacieux, aimant d'amour passionné le prolétariat, haïssant la société bourgeoise d'une haine implacable et prêts à tous les sacrifices pour précipiter sa mort.

Moscou, le 12 septembre 1920.

Jacques SADOUL.

Le Parti Communiste et les Syndicats

Les thèses que nous publions ci-dessous ont été présentées par G. Zinoviev au 9^e Congrès du Parti Communiste russe (bolchevik). Elles traitent des rapports du Parti Communiste avec les syndicats en Russie, c'est-à-dire dans un pays traversant le stade révolutionnaire de la dictature du prolétariat. Encore que les observations de Zinoviev s'appliquent pour une certaine part à des conditions objectivement russes, elles n'en comportent pas moins un intérêt général dans la mesure où les conditions de tout pays industriel entrent dans le cadre de cette étude. Les conceptions de l'Internationale Communiste sur le rôle des Partis Communistes au regard des syndicats ont été définies dans les résolutions votées par le 2^e Congrès Communiste International (publiées dans le Bulletin Communiste et éditées par la Bibliothèque Communiste).

I. — Qu'est-ce que le Syndicat ?

Afin d'avoir une opinion précise sur la question des rapports entre le Parti et les syndicats, il est nécessaire, avant tout, de donner une claire définition du « syndicat ».

Du point de vue du marxisme révolutionnaire le syndicat n'est pas seulement un groupement de travailleurs « ayant pour but de les protéger et de lutter pour l'augmentation des salaires » (définition de Webb) ou une « société d'ouvriers ayant pour but de venir en aide à ses membres en période de chômage et de défendre leurs intérêts après la signature d'un contrat de travail » (définition donnée par Brentano et Sombart). De même, que le bolchevisme n'a jamais été d'accord avec la formule la plus courante de la 2^e Internationale, formulée qui définit les syndicats comme « un groupement permanent d'ouvriers salariés d'une profession donnée ayant pour but d'améliorer les conditions de travail et de lutter contre leur aggravation dans les cadres de la société capitaliste » (définition du chef du mouvement syndical autrichien Adolphe Braun, à laquelle se sont ralliés Legien et dans une certaine mesure Bebel). Dès en 1913, dans une polémique contre les menchéviks, le bolchevisme a donné la définition suivante de l'idée de syndicat : « Le syndicat est un groupement permanent d'ouvriers d'une industrie donnée (et non pas d'une profession) pour la direction de la lutte économique ouvrière et pour la participation permanente, conjointement avec le Parti politique du prolétariat, à la lutte émanatrice de la classe ouvrière pour la suppression du salariat et pour la conquête du socialisme (voir nos articles dans la Pravda de l'époque, réunis dans la brochure *Le Parti ouvrier et les syndicats* éditée par le Soviet de Petrograd 1918).

Il convient maintenant de développer cette formule.

Depuis 1913 des changements considérables ont eu lieu en Russie. Le pouvoir est aux mains de la classe ouvrière. La bourgeoisie est expropriée.

Il va de soi que, dans ces conditions, les tâches des syndicats se sont modifiées dans une importante mesure. « La révolution de novembre en arrachant le pouvoir des mains de la bourgeoisie et en le remettant à la classe ouvrière et paysanne, a créé des conditions tout à fait nouvelles pour l'activité en général de toutes les organisations ouvrières et notamment pour les syndicats. » C'est ainsi que s'exprime la résolution du premier Congrès panrusse des syndicats qui s'est tenu au début de 1918.

En premier lieu, les syndicats ne sont plus obligés de se considérer comme les défenseurs des ouvriers dans la vente, par ceux-ci, de leur force de travail. Car l'ancien entrepreneur, l'ancien acheteur de main-d'œuvre n'existe plus. Contre l'exploitation de la part du moyen et petit entrepreneur, etc., la lutte n'est pas seulement menée par les syndicats mais par tout l'appareil soviétique gouvernemental. Dans ces conditions, les syndicats, en Russie, n'ont plus à accumuler de fonds de réserve à l'usage des grèves, ni à organiser des grèves économiques, etc.

Quelles sont donc actuellement en Russie les tâches véritables des syndicats ?

« Le centre de gravité de l'activité des syndicats doit être désormais transporté dans le domaine de l'organisation économique. » Ainsi s'exprime la résolution-programme du premier Congrès panrusse des syndicats, qui fut défendue par nous au nom du Comité Central de notre Parti.

A la question : Qu'est-ce à l'heure actuelle, que le syndicat en Russie, on doit donner la réponse suivante :

« Le syndicat d'industrie est à l'époque actuelle, en Russie, le groupement de tous les travailleurs d'une production donnée, formant une des principales bases de l'organisation économique de la dictature du prolétariat. »

En se donnant pour but une participation active — sous la direction du Parti Communiste — dans la lutte du prolétariat pour la reconstruction communiste de la société et pour la suppression des classes, le syndicat d'industrie actuel transporte le centre de gravité de son activité dans le domaine de l'organisation économique, c'est-à-dire : 1^o participation la plus large dans l'organisation de la production sur les bases communistes par l'intermédiaire des sections du Conseil supérieur de l'économie nationale et autres ; 2^o participation semblable dans le relèvement des forces productrices du pays, détruites par la guerre ou par la crise actuelle ; 3^o inventaire et répartition de la main-d'œuvre dans tout le pays ; 4^o participation par l'intermédiaire des organes de répartition à l'organisation de l'échange entre la ville et la campagne ; 5^o de même que dans l'application du service militaire obligatoire ; 6^o aide aux organes d'approvisionnement du gouvernement (Comités d'approvisionnement, coopératives de consommation) ; 7^o de même que dans le domaine de la so-

lution de la crise des transports, du chauffage, etc.; 8° appui complet sans restrictions ni réserves aux armées du travail; 9° mener de pair avec les soins dus à la protection du travail (conformément au Code du travail) la lutte contre les tendances égoïstes de groupements étroits, qui, en raison de leur caractère retardataire, considèrent encore le gouvernement prolétarien comme un entrepreneur ordinaire.

Telles seront approximativement les fonctions de nos syndicats.

Tout en étant des écoles pratiques de communisme dans les milieux prolétariens et demi-prolétariens, les syndicats actuels d'industrie entrent peu à peu en tant que rouage dans le mécanisme de l'Etat et deviennent en même temps un organe de gouvernement ouvrier, soumis aux soviets, qui sont la forme historique donnée de la dictature du prolétariat. A toutes les tentatives quelles qu'elles soient de diminuer l'importance des syndicats ou de les supprimer directement comme organisation n'ayant soi-disant plus de raison d'être, le Parti s'oppose résolument.

Notre programme a indiqué justement que « l'appareil d'organisation de l'industrie sociale doit s'appuyer, en premier lieu, sur les syndicats ». Le programme a indiqué plus loin qu'afin d'accomplir cette tâche, les syndicats « doivent s'affranchir de plus en plus de l'étroitesse corporatiste ». C'est là que doit se porter l'attention du Parti. Au moyen d'un travail d'éducation obstiné à l'intérieur des syndicats le Parti aidera ceux-ci à extirper l'étroitesse corporatiste et les autres côtés négatifs du mouvement.

II. — Organisation par Industrie ou par Profession

Dès avant la révolution deux tendances se combattaient dans le mouvement ouvrier international : 1° pour l'organisation des syndicats ouvriers par profession; 2° pour l'organisation par industrie. La première était défendue par les opportunistes. La deuxième par les marxistes révolutionnaires. Les syndicats d'industrie sont plus profitables pour le prolétariat sous le règne du capitalisme, car ils donnent à la classe ouvrière des avantages considérables dans les mouvements grévistes; le syndicat ouvrier d'industrie ne groupe pas qu'une profession, mais l'industrie entière, et s'il embrasse le noyau des ouvriers d'une industrie donnée, il lui est d'autant plus facile d'arrêter toute la production et d'obliger de la sorte le capitaliste et le gouvernement capitaliste à céder.

Mais les marxistes révolutionnaires défendaient encore l'organisation des syndicats par industrie parce que, sous cette forme, les syndicats peuvent mieux se préparer à leur rôle futur dans l'organisation de la production sur des bases communistes. Le syndicat d'industrie est au courant des affaires dans l'industrie entière, ce que le morcellement des syndicats par professions isolées ne permet pas.

Quand dans le syndicat des métallurgistes nous acceptons aussi les ouvriers en bois travaillant dans la métallurgie, nous aidons de la sorte, les uns et les autres à se débarrasser de l'étroitesse corporatiste, nous leur apprenons à regarder du point de vue des intérêts de l'ensemble de l'économie gouvernementale et nous affaiblissons les influences négatives de la division du travail de fabrique.

En Russie soviétiste, où la reconstruction de l'économie sur les bases communistes est déjà

en pleine activité, l'organisation des syndicats par industrie est particulièrement nécessaire. Ce principe a été accepté par le mouvement syndical russe. Il est nécessaire, cependant, de le mener successivement jusqu'au bout. En ce moment nos syndicats se divisent en 34 groupements pan-russes : 1° préparateurs en pharmacie; 2° travailleurs du transport fluvial; 3° travailleurs de l'hygiène et de la santé publique; 4° banque (finances); 5° mineurs; 6° ouvriers en bois; 7° cheminots; 8° gens de service (1); 9° ouvriers agricoles; 10° ouvriers des beaux-arts; 11° mégisiers; 12° bûcherons; 13° métallurgistes; 14° employés municipaux; 15° enseignement et éducation sociale; 16° communications nationales; 17° coiffeurs; 18° typographes et imprimeurs; 19° papetiers; 20° alimentation; 21° pompiers; 22° ouvriers constructeurs; 23° industrie sucrière; 24° employés; 25° verrerie et porcelaine; 26° tabacs; 27° textile; 28° ouvriers du transport; 29° cantines et logements populaires; 30° chimistes; 31° cimentiers; 32° industrie de la couture; 33° forestiers; 34° broisseurs.

Les problèmes du jour sont l'intégration organisée de notre mouvement syndical. Il faut réduire le nombre de ces unités syndicales au minimum, approximativement à vingt groupements pan-russes fondamentaux.

De plus il est nécessaire une fois pour toutes de changer leur dénomination : nos syndicats doivent s'appeler syndicats d'industrie et non pas syndicats professionnels.

III. — Centralisation ou Décentralisation

Depuis longtemps, également, un désaccord existe dans le mouvement syndical international au sujet de la centralisation ou de la décentralisation. Les opportunistes, dans le monde entier, défendent le principe des petits syndicats « indépendants », morcelant ainsi le mouvement en une multitude de petites unités (de poulaillers) mal subordonnées au centre et par ces raisons impuissantes à remplir leurs tâches dans la lutte contre les capitalistes. Les marxistes révolutionnaires, au contraire, défendent partout la nécessité de la plus grande centralisation possible.

Si la plus grande centralisation des syndicats d'industrie est nécessaire dans les pays capitalistes pour la lutte victorieuse contre les exploités et leurs gouvernements capitalistes, le maximum de centralisation n'en est pas moins nécessaire en Russie Soviétiste, dans l'intérêt d'une participation bien établie des syndicats d'industrie à l'organisation de l'économie nationale sur toute l'étendue de la Russie.

Le processus de la centralisation la plus complète des syndicats d'industrie s'est commencé dans tout le territoire russe. Il est nécessaire de porter sur ce problème une attention beaucoup plus grande qu'on ne l'a fait jusqu'ici.

IV. — Étatisation des Syndicats

Déjà, dans la résolution du premier congrès pan-russe des syndicats, qui se tint en janvier 1918, il était dit : « Le congrès est persuadé qu'en résultat du processus qui se remarque, les syndicats se transforment inévitablement en organes de l'Etat socialiste dans lesquels la participation pour toutes les personnes, occupées dans une profession donnée sera rendue obligatoire par l'Etat » (§ 9 de la résolution). Cette prédiction du premier

(1) La domesticité n'existant pas en Russie, il s'agit ici des travailleurs chargés de l'entretien et du service des demeures et des édifices publics.

congrès pan-russe s'est réalisée. Les syndicats prennent peu à peu sur eux les tâches des organes gouvernementaux. Lorsque les syndicats effectuent la mobilisation de leurs membres, lorsqu'ils fixent les ouvriers dans une ville donnée, lorsqu'ils transplantent la main-d'œuvre d'un point de la Russie dans un autre, lorsqu'ils disent leur mot décisif dans les questions de tarif, etc... lorsque par l'intermédiaire de leurs représentants, ils exercent une influence efficace sur les Conseils d'économie nationale, ils agissent, au fond, comme des organes de pouvoir d'Etat.

Mais du fait que le processus d'étatisation des syndicats se développe graduellement et très normalement, il n'y a aucune nécessité de le forcer et de proclamer sur le champ l'étatisation des syndicats. Les communistes qui participent au mouvement syndicaliste peuvent se solidariser intégralement avec les résolutions adoptées à ce sujet par le premier et par le deuxième congrès pan-russe des syndicats, qui mènent inévitablement à une étatisation complète.

V. — Parti, Syndicats et Incorporation des spécialistes

Le Parti du prolétariat doit comprendre les raisons de l'attitude réservée par rapport à l'occupation par un seul spécialiste d'une direction donnée, attitude que l'on remarque dans certains milieux ouvriers, où l'on redoute instinctivement de voir la classe qui nous est socialement ennemie, se renforcer peu à peu. Le Parti du prolétariat doit prendre de sérieuses garanties dans ce sens tout en tenant compte que les capacités scientifiques et techniques des spécialistes doivent être utilisées. Il est pour cela nécessaire d'appliquer dans la plus large mesure le système des commissaires-ouvriers auprès des spécialistes (dans les chemins de fer, etc.).

Dans ce domaine, des tâches définies incombent aux syndicats.

Une des principales tâches des syndicats d'industrie est la mise en vigueur des indications de notre programme, prescrivant « l'utilisation de la science et de la technique dont nous avons héritées en la personne des spécialistes » afin que les ouvriers fassent leur long apprentissage côte à côte avec ces spécialistes dans une atmosphère de camaraderie et de collaboration commune. Les spécialistes doivent être dans ce but admis au sein des syndicats de production et selon leur spécialité. En cas de nécessité ils forment des sections et des sous-sections et toutes les restrictions à leurs droits qui avaient été dictées par l'époque de transition disparaissent peu à peu.

Dans le cas où une opposition surgira contre la nécessité de faire appel aux spécialistes pour une participation active dans la restauration et dans la direction de l'industrie, le Parti devrait s'opposer résolument à ces tendances comme contraires aux intérêts de l'organisation communiste actuelle et comme allant à l'encontre du programme du Parti.

Le Parti s'efforce de mettre au service de la Russie Soviétiste toutes les forces scientifiques et techniques du pays sous le rigoureux contrôle de la classe ouvrière, comme cela fut fait dans l'organisation de l'armée rouge.

De plus le Parti ne doit pas perdre de vue que pour la direction de l'économie publique il sera plus facile qu'il ne le fut dans l'œuvre militaire de trouver parmi les ouvriers qui composent la plus grande partie des membres du Parti Communiste Russe, des éléments capables de prendre

les affaires en mains. La tâche du Parti est de travailler de toutes ses forces à la formation d'un réseau d'écoles et de cours techniques, d'instituts polytechniques, etc., afin de donner aux ouvriers et aux paysans les plus capables la possibilité de se préparer au plus vite au rôle de techniciens, de directeurs d'usines, de mines, d'exploitations soviétistes. De même, que nous avons su créer des centaines d'écoles à l'usage de l'armée, nous devons maintenant, dans des proportions infiniment plus amples, couvrir le pays d'un réseau d'écoles, où se formeront les spécialistes rouges, des techniciens rouges et les cadres rouges pour la direction de l'économie publique et de l'industrie. Une des principales tâches des organisations du Parti et des syndicats d'industrie sera de porter l'attention la plus bienveillante à chaque ouvrier ou paysan, chez lequel on aura remarqué des dispositions et des capacités pour l'économie publique, de soutenir dans la plus large mesure et d'encourager les organisateurs issus du peuple. Il est enfin nécessaire, que le contrôle gouvernemental qui doit être le fait exclusif des ouvriers (Inspection ouvrière et paysanne), ainsi qu'il en a été décidé par le Comité Central exécutif russe, soit mis en vigueur rapidement et énergiquement.

VI. — Parti et Soviets

Les syndicats agissent de concert avec le parti et les Soviets. Pour avoir une idée précise des relations mutuelles entre les syndicats et les partis ouvriers, il ne faut pas oublier que dans la Russie actuelle les Soviets sont des organisations beaucoup plus vastes que les syndicats et dont les fonctions vont de pair avec certaines fonctions des syndicats.

Le huitième congrès du Parti Communiste russe a donné la définition suivante : « Les Soviets sont les organisations d'état de la classe ouvrière et de la classe paysanne pauvre qui assurent la dictature du prolétariat jusqu'au moment où disparaît tout gouvernement. Les Soviets groupent dans leurs rangs des dizaines de millions de travailleurs et doivent tendre à y grouper toute la classe ouvrière et toute la classe paysanne pauvre. Le Parti Communiste est une organisation groupant dans ses rangs l'avant-garde du prolétariat et de la classe paysanne pauvre — la partie de ces classes qui consciemment tend à réaliser le programme communiste. Le Parti Communiste se donne pour tâche de conquérir une influence prépondérante et la direction complète dans toutes les organisations de travailleurs : dans les syndicats, dans les coopératives, dans les communes agricoles, etc. Le Parti Communiste s'efforce de réaliser son programme et d'exercer sa domination complète dans les organisations d'Etat contemporaines : les Soviets. Il ne peut y avoir aucun doute que dans l'avenir toutes les formes d'organisations ouvrières fusionneront en une seule. Quelle est celle des formes actuelles qui se montrera de plus longue durée, c'est un sujet sur lequel, il serait oiseux de discuter en ce moment.

VII. — De la Théorie de l'Égalité des Droits

Dans la 2^e Internationale, et même parmi ses éléments les meilleurs, l'idée a été largement répandue que le Parti d'un côté, les syndicats de l'autre, sont des organisations égales en droits et équivalentes qui, lorsque se posent des questions importantes agissent comme deux parties contractantes. La direction politique appartient au

Parti, la direction économique au syndicat. La social-démocratie allemande, par exemple, avec l'assentiment d'Auguste Bebel, avait décidé que si la question du recours à la grève générale se posait, elle ne pourrait être solutionnée qu'au moyen d'un accord entre le Comité Central du Parti et le Conseil Central des Syndicats. Une telle manière de voir ne saurait être admise du point de vue du communisme. Les marxistes révolutionnaires ont toujours repoussé cette théorie d'égalité en droits.

Du point de vue du marxisme révolutionnaire le Parti est la synthèse supérieure de tous les aspects de la lutte de la classe ouvrière pour son émancipation de l'esclavage capitaliste. Le parti communiste dispose de tout un arsenal de moyens de lutte pour l'émancipation du prolétariat. Il lie indissolublement la lutte politique et la lutte économique, il éclaire et dirige aussi bien la lutte politique que la lutte économique du prolétariat. Il est l'avant-garde de celui-ci. Au moyen du flambeau du communisme il éclaire toutes les sinuosités de sa route. Le Parti est le cerveau de la classe ouvrière. C'est par ces raisons que l'action menée par les communistes au sein des syndicats n'est que dérivée de l'action du Parti Communiste dans son ensemble.

En période de dictature, comme celle que nous traversons en ce moment, il ne peut pas être question, à plus forte raison, de concessions quelconques qu'elles soient sur la théorie de « l'égalité des droits ». Le plus petit écart dans cette direction doit rencontrer une résistance impitoyable de la part du Parti.

VIII. — De la neutralité politique des Syndicats

Les syndicats actuels ne sont pas formellement soumis au Parti Communiste. Les ouvriers et ouvrières y sont tous admis sans distinction de partis et de convictions religieuses. Les ouvriers politiquement neutres peuvent parfaitement entrer dans nos syndicats. Mais d'autre part les communistes qui travaillent dans les syndicats ne doivent en aucun cas masquer les côtés conservateurs des groupements « neutres ». Les communistes et les fractions communistes des syndicats doivent ouvertement préconiser le communisme. Les syndicats doivent dans l'ensemble se considérer comme des écoles de communisme. Les dirigeants des syndicats doivent inlassablement montrer aux ouvriers que les ennemis du communisme, spéculant sur la prétendue neutralité en matière politique, trompent les ouvriers, et doivent leur expliquer pourquoi les syndicats neutres soutiennent formellement le parti communiste, acceptant la dictature du prolétariat, le pouvoir soviétique et la révolution universelle.

Le Parti Communiste conquiert son influence dans les syndicats par les seuls moyens d'une action pratique, dévouée et continue au sein des syndicats, et par la désignation à tous les postes syndicaux de ses membres les plus dévoués et les plus fidèles. Seule une telle influence conquise par de longues années d'action pratique peut être solide.

IX. Fractions de Syndicats et Organisations locales du Parti

Dans chaque syndicat doit exister une fraction communiste rigoureusement organisée et disciplinée. Les fractions communistes locales, dans toutes les questions de politique économique, appli-

quent purement et simplement les décisions de la fraction centrale et du soviet pan-russe des syndicats. Aucune concession à ce qu'on appelle le « localisme » n'est admissible. Les questions de tarif, de la journée de travail, de politique alimentaire, etc. sont fixées toujours pour toute l'étendue de la Russie.

De plus, chaque fraction syndicale communiste ne constitue qu'une sous-section de l'organisation locale. La fraction communiste-centrale des syndicats locaux est subordonnée intégralement au Comité local du Parti et la fraction Communiste pan-russe des syndicats est subordonnée au Comité Central du Parti.

La répartition des militants, leur mobilisation pour les besoins de l'armée rouge dans chaque ville donnée appartient exclusivement à l'organisation locale du Parti sous la direction générale du Comité Central. Lors de la mobilisation des militants du mouvement syndical le comité du Parti doit se concerter avec les fractions du syndicat donné, mais le dernier mot appartient exclusivement à l'organisation du Parti.

Le Comité du Parti tout en dirigeant toute l'activité politique des syndicats n'exerce jamais la moindre pression sur ceux-ci et le travail pratique journalier est confié à la direction de la fraction communiste du syndicat.

X. — De l'organisation du Prolétariat et du Demi-Prolétariat Agricole

Une des tâches principales du mouvement syndical contemporain en Russie est l'organisation des ouvriers agricoles. Il est nécessaire de soutenir le syndicat existant des ouvriers agricoles par tous les moyens. Les communistes qui militent dans le mouvement syndical doivent se donner pour tâche d'organiser les travailleurs de la campagne. Il convient de consacrer à cette tâche la quantité de forces nécessaire.

XI. — Comités d'usine et Syndicats

Les comités d'usine ont traversé pendant les dernières années une vaste évolution. Le rôle qu'ils remplissent avant la révolution de février comme centres politiques de cristallisation est généralement connu. Entre les révolutions de mars et de novembre, ils jouèrent le rôle des premières sous-sections ouvrières, qui se mirent à l'œuvre pour organiser le contrôle de la production. Après la révolution d'octobre, ils servirent de première base d'organisation pour l'application de la nationalisation de l'industrie. De leurs rangs sont sortis toute une élite d'ouvriers qui sont entrés dans les directions d'entreprises nationalisées et dans nos directions principales et centrales. Lorsque l'union pan-russe des comités de fabriques et d'usines fut supprimée, le rôle des comités de fabrique se modifia sérieusement. Ces comités devinrent des sous-sections de syndicats, ce qu'ils sont encore en ce moment.

Les comités de fabrique peuvent participer à l'organisation de la production seulement dans la mesure et dans la forme où y participent les syndicats. De même que le syndicat ne remplace pas le Conseil supérieur d'Économie, mais délègue seulement une partie de ses membres dans les sections correspondantes du Conseil, de même le comité de fabrique ne doit pas remplacer la direction de l'entreprise mais lui servir seulement de point d'appui.

Les comités de fabrique ont encore une autre grande signification. Notre Parti souffre par-dessus tout de n'avoir pas encore un appareil orga-

nisé qui puisse mécaniquement désigner parmi les « masses » de ses membres, de nouveaux militants pour un travail plus important. En ce moment le Parti ne dispose que de 1.000 membres pour toute la Russie. A plus forte raison maintenant que la lutte avec la désorganisation économique est devenue la tâche principale du Parti et que des rangs de ses membres doit sortir un nombre considérable de constructeurs et d'organisateur, le comité d'usine constitue l'organe qui peut le mieux, d'accord avec le bureau, désigner et répartir pour des fonctions d'organisateur économiques des milliers et des milliers d'ouvriers de fabriques et d'usines.

Ces considérations font que le Parti se prononce résolument pour le maintien des comités d'usine et de plus pour que leurs fonctions soient, une fois de plus, définies par un décret particulier. Lorsque on introduira peu à peu dans les entreprises la direction unique, les comités de fabriques ne deviendront pas superflus pour cela ; mais, au contraire, cette réforme nécessaire rendra leur maintien bien plus utile.

Le Parti doit porter une grande attention sur les comités de fabrique. En cette dernière année son action ne s'est pour ainsi dire pas exercée dans ces comités.

Il faut aussi non seulement que les syndicats considèrent formellement les comités d'usines comme leurs sous-sections, mais encore qu'ils se fondent organiquement avec eux, veillant à leur renouvellement régulier et sur toute leur action.

XII. — Les Syndicats et l'obligation au Travail

Le passage au travail obligatoire place nos syndicats devant une nouvelle tâche. Dans la période de guerre civile et de dictature, les syndicats ont été déjà, en Russie, plus d'une fois obligés de recourir à la contrainte de leurs membres. Les syndicats ont effectué la mobilisation obligatoire de leurs membres pour le front, pour les détachements prolétariens, etc. Les syndicats ont fixé à leurs membres leur poste de travail, ne leur permettant pas de se déplacer, etc. Ces mesures ont été absolument nécessaires pour la victoire sur l'ennemi le plus redoutable de la classe ouvrière.

Maintenant qu'une lutte décisive est engagée contre la désorganisation économique, les syndicats sont dans la nécessité d'appliquer plus largement la contrainte, en vue de sauver le pays du froid et de la faim.

Contre les fluctuations qui se remarquent dans le mouvement syndical par rapport à ces questions, le parti doit agir de la manière la plus résolue, car la plus petite hésitation dans ce domaine peut mener la révolution prolétarienne à une catastrophe.

La création de l'armée du travail fut le premier pas sérieux dans la voie de l'introduction de l'obligation générale du travail — provisoirement sous la forme de la militarisation du travail. En rapport direct avec le passage aux armées du travail on a remarqué une certaine récidive de trade-unionisme.

Le trade-unionisme peut revêtir des formes variées. Il trouve son expression dans le soutien de la politique libérale « ouvrière », dans les parlements, dans la méconnaissance des ouvriers non qualifiés et dans la vénération de l'aristocratie ouvrière, dans des cotisations d'un taux exorbitant, qui rendent le syndicat inaccessible aux simples journaliers, dans la diffusion de ce

leurre que seule la lutte syndicale économique sans la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat peut conduire à une graduelle accession au royaume du socialisme, etc. Tels sont les manifestations les plus banales de l'esprit petit-bourgeois trade-unioniste. Mais prêcher dans la Russie soviétiste actuelle « la liberté du travail » c'est aussi le fait du trade-unionisme. Ne pas évaluer à sa juste valeur toute l'importance des armées ouvrières et de la militarisation du travail en général, c'est encore du trade-unionisme. De même que le refus des syndicats de participer avec toute la fermeté nécessaire à l'application du service du travail obligatoire universel, sans lequel il est impossible de se mesurer avec la désorganisation présente et d'instaurer le communisme, manifesterait une myopie trade-unioniste.

Le Parti Communiste russe est profondément convaincu que ces hésitations ont eu un caractère passager, au tournant d'une nouvelle époque et d'une nouvelle tâche de la dictature prolétarienne. Mais partout où elles subsistent encore, le Parti doit immédiatement dire son mot dictatorial.

XIII. — Les défauts du mouvement Syndical actuel

Les syndicats accomplissent un labeur considérable et facilitent dans la plus large mesure la lutte du Parti Communiste et du pouvoir soviétiste pour le socialisme. Mais à l'époque de transition où nous sommes on distingue aussi dans l'activité de quelques syndicats des défauts importants. Quand par exemple quelques militants du syndicat des débardeurs de la Volga défendent les revendications étroitement égoïstes des membres de ce syndicat dans la question des salaires et ne soutiennent pas le pouvoir soviétiste dans sa lutte contre les pires abus, ils découvrent par cela même leur caractère retardataire et leur incapacité à s'élever au-dessus d'un étroit corporatisme. Quand certains syndicats d'employés placent dans les institutions soviétistes des hommes qui ne sont pas à la hauteur de leur tâche, lorsque ces syndicats défendent les revendications quelles qu'elles soient de leurs membres, en oubliant qu'ils ne sont plus en présence des anciens entrepreneurs privés, mais de l'Etat ouvrier, ils font preuve d'une déplorable étroitesse professionnelle. Lorsque les syndicats des typos et imprimeurs rappellent par leurs procédés les plus mauvais aspects du trade-unionisme ils se livrent indiscutablement à une besogne contre-révolutionnaire. La lutte contre ces côtés négatifs du mouvement professionnel est une des principales tâches des communistes qui militent dans les syndicats. Il leur est de plus nécessaire de souligner la bureaucratization qui menace les syndicats.

Les assemblées générales ne sont fréquentées que par un petit nombre de membres. Seuls quelques militants peu nombreux participent activement à la vie du syndicat. Les comités syndicaux n'ont pas toujours un contact suffisamment vivant avec les masses et il n'est pas rare que les conflits économiques passent à côté des syndicats.

Il arrive fréquemment que les tarifs de groupes isolés d'ouvriers et d'ouvrières peu qualifiés sont tout à fait insuffisants et que les syndicats ne prennent aucune mesure pour remédier à cette situation, n'ayant pas suffisamment de liaison étroitement organisée avec ces groupes d'ouvriers.

Reconnaissant que dans une importante mesure ces vices s'expliquent jusqu'à présent par les conditions extérieures extrêmement difficiles (mobilisations permanentes des militants syndicaux

pour les fronts, etc.), le congrès mandate les communistes, militant dans les syndicats, à l'effet de lutter systématiquement contre les écarts mentionnés.

XIV. — Des concessions au Syndicalisme

Le noyau des syndicalistes d'avant-guerre (les chefs de la Confédération Générale du Travail en France) a trahi honteusement la cause ouvrière en 1914. Les social-chauvins Jouhaux et Cie se sont montrés des réformistes petits-bourgeois à l'égal des autres.

L'aile gauche du syndicalisme a réalisé une grande évolution vers le communisme. A l'heure où les meilleurs éléments du syndicalisme français renoncent à leurs erreurs de naguère et passent sur la plateforme du communisme en proclamant la revendication : « Tout le pouvoir aux soviets », en Russie des groupes et des petits groupes isolés s'efforcent de ressusciter les plus mauvais côtés du syndicalisme. Le fameux Parti des socialistes-révolutionnaires de gauche, à son dernier Congrès, dans sa résolution concernant la politique ouvrière, a stipulé que ses revendications étaient les suivantes : « La remise de toute la direction de l'industrie et du transport aux syndicats personnifiés par leur soviets central panrusse » (§ 3 de la résolution) — et « affiliation » sur des bases fédératives, avec les organisations syndicales du monde entier en vue d'obtenir que dès le processus actuel de la révolution mondiale les groupements syndicaux prennent en mains la direction universelle de l'industrie et du transport » (voir la brochure contenant la résolution acceptée par le 2^e Congrès du Parti des socialistes-révolutionnaires de gauche. Edition du *Socialisme Révolutionnaire*, Moscou 1919).

Lorsqu'en Amérique ou en Angleterre on oppose au vieux trade-unionisme et à la social-démocratie gouvernementale la devise : « Tout le pouvoir aux syndicats ! » et lorsqu'on préconise la création d'une « Grande Union Syndicale unifiée » (*One big Union*), d'une entente tripartite des plus forts syndicats, etc., c'est, en comparaison avec le point de vue opportuniste de la 2^e Internationale, un pas en avant. Mais lorsqu'en Russie, où depuis deux ans et demi le pouvoir appartient aux soviets des députés ouvriers et paysans et où l'expérience a montré avec une pleine évidence que seule une dictature de fer dans la forme soviétiste et dans tout le système gouvernemental est capable de maintenir le pouvoir, de repousser toutes les agressions et de sauver le pays de la désorganisation, — lorsqu'en Russie on commence à ressortir les plans de remise des chemins de fer au syndicat des cheminots, de l'industrie métallurgique aux métallurgistes, etc., c'est un immense pas en arrière. Les tâches des syndicats en Russie soviétiste, à l'époque actuelle, ont été justement caractérisées par le programme du Parti Communiste russe qui déclare que les syndicats sont appelés à faciliter « une liaison indissoluble entre la direction centrale de l'Etat, l'économie nationale et les masses laborieuses » pour pouvoir peu à peu, par suite d'un lent développement après la victoire intégrale du communisme, arriver à la concentration dans leurs mains de la direction entière de toute l'économie nationale.

Les communistes qui militent dans les syndicats, ont pour devoir de lutter de la manière la plus active contre les tendances syndicalistes, sans leur faire jamais la plus petite concession.

XV. — De ce qu'on appelle l'« Industrialisme »

Il est également urgent de faire échec aux tendances de ce qu'on appelle l'industrialisme, qui est défendu par quelques militants du mouvement syndicaliste. Les industrialistes veulent édifier toute notre action sur le prolétariat industriel et traitent de haut la masse des ouvriers non qualifiés. La guerre et la révolution ont incontestablement apporté de grandes modifications à la composition sociale du prolétariat russe. C'est juste. Les ouvriers qualifiés du prolétariat industriel actuel sont sans contredit la partie la plus développée de la classe prolétarienne. Mais la tâche des militants communistes du mouvement syndical ne peut consister en aucun cas à séparer et à isoler dans un groupement spécial, les ouvriers qualifiés qui forment une minorité dans la classe ouvrière. Les idées communistes n'ont rien de commun avec cette politique de mise sur l'aristocratie ouvrière. La tâche des militants communistes du mouvement syndical consiste à organiser avec le concours des éléments avancés des ouvriers industriels et à intéresser à l'œuvre de construction gouvernementale toute la masse prolétarienne, y compris les hommes de peine.

XVI. — Les Syndicats et l'Internationale

L'expérience allemande a démontré que le nombre des membres des syndicats s'accroît immensément après une révolution (il est monté de trois millions à huit millions) et que les syndicats deviennent révolutionnaires. L'exemple russe montre comment en réalité les syndicats complètent admirablement les soviets, servant d'une des plus importantes bases organisées pour la reconstruction de l'économie publique sur des fondements communistes. La fraction de communistes allemands, qui se trouve en opposition vis-à-vis du Parti par rapport justement à la question des syndicats (cette fraction de communistes exige la sortie en masse des syndicats, renonce à la lutte pour l'influence à l'intérieur de ceux-ci et au fond considère les syndicats comme inutiles) commet une faute et se détache des masses organisées du prolétariat.

En raison du développement particulier du mouvement ouvrier en Occident il existe parmi les communistes de l'Allemagne et des autres pays une prévention contre les syndicats pris comme tels. Notre Parti considère qu'il ne faut pas renoncer aux syndicats. Dans la marche de la révolution prolétarienne les syndicats se fractionnent au même titre que les vieux partis social-démocrates. L'expérience du mouvement professionnel allemand a montré qu'en ce moment, à Berlin, les syndicats se sont affranchis de l'influence nuisible de la social-démocratie de Scheidemann. Le mouvement syndical russe doit prendre sur lui l'initiative de grouper l'internationale rouge des syndicats, comme il en fut pour le Parti Communiste russe dans la création de la 3^e Internationale. Aux Congrès de l'Internationale Communiste doivent participer non seulement les organisations du Parti Communiste mais aussi les syndicats qui montrent par toute leur action qu'ils se placent sur le terrain de la dictature prolétarienne et du pouvoir soviétiste. De plus il est d'ores et déjà nécessaire de procéder à l'organisation d'une union internationale des syndicats isolés, qui se placent sur la plate-forme de l'Internationale Communiste.

G. ZINOVIEV.

La maladie infantile du Communisme ⁽¹⁾

I

En quel sens peut-on parler de la valeur internationale de la Révolution russe ?

Pendant les premiers mois qui suivirent la prise du pouvoir politique par le prolétariat en Russie (25 octobre-7 novembre 1917), il pouvait sembler que, grâce aux énormes différences existant entre la Russie retardataire et les pays d'Occident placés à l'avant-garde, la révolution du prolétariat dans ces derniers aurait fort peu de points communs avec la nôtre. Mais nous sommes aujourd'hui en présence d'une expérience internationale déjà assez respectable qui nous dit de façon absolument nette que certains des traits fondamentaux de notre révolution ont une valeur non point locale, non point particulière et nationale, non pas seulement russe, mais internationale. Je ne parle pas ici de « valeur internationale » au sens étendu du mot, comme si ce n'était pas certains traits de notre révolution, mais bien tous ses traits essentiels, et beaucoup de secondaires, qui avaient une valeur internationale, c'est-à-dire une action sur tous les pays. Nullement. Je prends le mot dans son sens le plus étroit, et j'entends par « valeur internationale » ce fait que ce qui s'est passé chez nous est un facteur international, c'est-à-dire se produira fatalement dans l'histoire des autres pays, et cette valeur doit être reconnue à certains des traits fondamentaux de notre révolution.

Evidemment ce serait commettre la plus profonde des erreurs que d'exagérer cette vérité en l'étendant à autre chose qu'à certains des traits fondamentaux de notre révolution. Il serait non moins erroné d'oublier qu'après le triomphe de la révolution prolétarienne dans un pays avancé, ne fût-ce que dans un seul, la Russie, selon toutes vraisemblances, se trouvera bientôt, par un brusque changement, un pays non plus exemplaire, mais de nouveau retardataire au point de vue soviétiste et socialiste.

Mais dans la période historique actuelle, c'est un fait que l'exemple russe montre à tous les pays quelque chose, et même de tout à fait essentiel, de leur avenir inévitable et prochain. Il y a beau temps que l'avant-garde ouvrière de tous les pays l'a compris. Plus souvent encore elle l'a moins compris que saisi, que pressenti, avec son instinct de classe révolutionnaire. De là, la « valeur internationale », au sens étroit du mot, du pouvoir des Soviets et aussi des principes de la théorie et de la tactique bolcheviques. Voilà ce que n'ont pas compris les chefs soi-disant révolutionnaires de la 2^e Internationale, dans le genre de Kautsky en Allemagne, d'Otto Bauer et

de Frédéric Adler en Autriche, et pour ne pas l'avoir compris, ils sont devenus des réactionnaires, des partisans du pire des opportunistes, des défenseurs des social-traitres. Entre autres, la brochure anonyme intitulée *La Révolution Universelle (Weltrevolution)*, parue à Vienne en 1919, Socialistiche Bucherei, Heft 11 ; Ignaz Band), fait voir avec une particulière évidence toute cette façon de raisonner et de considérer les choses, ou plutôt tout cet abîme de raisonnements faux, de pédantisme, de bassesse et de trahison des intérêts de la classe ouvrière, avec comme sauce des paroles sur la « défense » de l'idée de « révolution universelle ».

Nous aurons quelque autre fois à nous arrêter plus en détail sur cette brochure. Indiquons ici une chose seulement : en des temps très anciens, à l'époque où il était encore marxiste et pas encore renégat, Kautsky, envisageant la question en historien, prévoyait la venue possible d'une situation qui ferait de l'esprit révolutionnaire du prolétariat russe un modèle pour l'Europe occidentale. C'était en 1902, quand Kautsky publiait dans le journal révolutionnaire *Iskra (l'Étincelle)* l'article intitulé : « Les Slaves et la Révolution ».

Voici ce qu'il écrivait dans cet article :

« A l'époque actuelle (par opposition à 1848) on peut penser que non seulement les Slaves sont entrés dans les rangs des peuples révolutionnaires, mais encore que le centre de gravité de la pensée révolutionnaire et de l'action révolutionnaire se transporte de plus en plus chez les Slaves. Le centre révolutionnaire se déplace de l'ouest à l'est. Dans la première moitié du dix-neuvième siècle, il était en France et parfois en Angleterre ; en 1848 l'Allemagne entra dans les rangs des nations révolutionnaires... Le nouveau siècle commence avec des événements qui font penser que nous marchons vers un nouveau déplacement du centre révolutionnaire, vers son transport en Russie... La Russie qui a reçu tant d'énergie révolutionnaire de l'Occident est peut-être prête aujourd'hui à lui servir à son tour de source d'énergie révolutionnaire. Le mouvement révolutionnaire qui embrase la Russie sera peut-être le remède le plus puissant pour extirper cet esprit de bourgeoisisme débile et de politicaillerie froide qui commence à se répandre dans nos rangs, et fera de nouveau jaillir en flamme lumineuse la soif de combattre et le dévouement passionné à notre grande idée. Depuis longtemps la Russie a cessé d'être pour l'Europe occidentale un simple rempart de la réaction et de l'absolutisme. C'est même aujourd'hui exactement le contraire. C'est l'Europe occidentale qui devient le rempart de la réaction et de l'absolutisme en Russie... Il y a longtemps sans doute que les révolutionnaires russes se seraient débarrassés du tsar, s'ils n'avaient été obligés de lutter en même temps contre son allié, le capital européen. Espérons-le, ils réussissent... »

(1) Nous publions ici les deux premiers chapitres de l'ouvrage déjà célèbre de Lénine : *La Maladie Infantile du Communisme*, qui paraîtra dans quelques jours par les soins de la Bibliothèque Communiste.

ront cette fois-ci à en finir avec leurs deux ennemis, et la nouvelle « sainte alliance » s'écroulera plus vite que celles qui l'ont précédée. Mais quelle que soit l'issue de la lutte actuellement engagée en Russie, les martyrs qu'elle enfante malheureusement en trop grand nombre n'auront pas sacrifié en vain leur sang et leur bonheur. Ils féconderont les pousses de la révolution sociale dans tout le monde civilisé, ils les feront grandir plus abondantes et plus rapides. En 1848 les Slaves furent la gelée qui tua les fleurs du printemps populaire. Peut-être sont-ils destinés aujourd'hui à être la tempête qui brisera la glace de la réaction et portera irrésistiblement avec elle un nouveau printemps de félicité pour les peuples. » (Karl Kautsky, « Les Slaves et la Révolution », article paru dans l'*Iskra*, journal social-démocrate russe, N° 18 du 10 mars 1902.)

Karl Kautsky n'écrivait pas mal, il y a de cela dix-huit ans.

II

Une des causes fondamentales du succès des bolcheviks

A coup sûr, presque tout le monde voit maintenant que les bolcheviks ne se seraient pas maintenus au pouvoir, je ne dis pas deux ans et demi, mais même deux mois et demi, sans la discipline absolument stricte, sans la discipline véritablement de fer de notre Parti, et sans l'aide apportée à ce Parti, sans réserve et avec une abnégation entière, par toute la masse de la classe ouvrière, c'est-à-dire par tout ce qu'elle possède de conscient, d'honnête, de dévoué, d'actif, d'apte à conduire à sa suite ou à entraîner des couches retardataires.

La dictature du prolétariat, c'est la guerre la plus absolue et la plus impitoyable d'une classe nouvelle contre un ennemi *plus puissant*, contre la bourgeoisie, dont la résistance est *décuplée* par son renversement même, ne fût-ce que dans un seul pays, et dont la puissance est composée non seulement de la force du capital international, de la force et de la solidité des liaisons internationales de la bourgeoisie, mais encore de la *force de l'habitude*, de la force de la *petite production*. Car il reste encore sur cette terre, pour notre malheur, une très, très grande proportion de petite production ; or la petite production enfante le capitalisme et la bourgeoisie, constamment, chaque jour, chaque heure, par un processus élémentaire et universel. Pour toutes ces raisons la dictature du prolétariat est indispensable, et pour triompher de la bourgeoisie, il faut lui faire une guerre prolongée, acharnée, désespérée, une guerre à mort, qui réclame de la maîtrise de soi, de la discipline, de la fermeté, une volonté inébranlable et une.

Je le répète, le triomphe de la dictature du prolétariat en Russie a fait voir par expérience, à tous ceux qui ne savent pas penser ou qui n'ont jamais réfléchi à cette question, qu'une centralisation absolue et la plus stricte des disciplines sont pour le prolétariat une des conditions fondamentales de sa victoire sur la bourgeoisie.

Souvent, on ne va pas plus avant. On est loin de se demander suffisamment : que signifie ce fait ? Dans quelles conditions est-il rendu possible ? Il se

serait pas mauvais de joindre *un peu plus souvent*, à ces félicitations sonores à l'adresse du pouvoir des Soviets et des bolcheviks, une analyse extrêmement sérieuse des causes qui ont permis aux bolcheviks de forger cette discipline indispensable au prolétariat révolutionnaire.

Le bolchevisme existe, comme tendance de la pensée politique et comme parti politique, depuis 1903. Seule l'histoire du bolchevisme durant la période *entière* de son existence pour expliquer de façon satisfaisante comment il a pu élaborer et maintenir, dans les conditions les plus difficiles, la discipline de fer sans laquelle est impossible la victoire du prolétariat.

Avant tout se pose la question : Sur quoi repose la discipline du parti révolutionnaire du prolétariat ? Comment est-elle contrôlée ? Qu'est-ce qui la soutient ?

En premier lieu, c'est le caractère conscient de l'avant-garde prolétarienne, son dévouement à la révolution, sa maîtrise de soi, son esprit de sacrifice, son héroïsme. En second lieu, c'est son aptitude à se rapprocher de la masse des travailleurs, avant tout de la masse prolétarienne, mais aussi de la masse laborieuse *non prolétarienne*. À se lier, à se fondre, si vous voulez, jusqu'à un certain point, avec elle. En troisième lieu, c'est la rectitude de la direction politique réalisée par cette avant-garde, la justesse de sa stratégie et de sa tactique politiques, à condition que les masses se convainquent par *leur propre expérience* de cette justesse. Sans ces conditions, dans un parti révolutionnaire réellement apte à être le Parti de cette classe d'avant-garde qui a à renverser la bourgeoisie et à transformer toute la société, pas de discipline réalisable. Sans ces conditions, tout essai de créer cette discipline se change inévitablement en phrases creuses, en paroles, en grimaces. Mais d'autre part, ces conditions ne peuvent pas surgir tout d'un coup. Elles sont le résultat d'un long travail, d'une dure expérience. Leur élaboration est facilitée si l'on a une théorie révolutionnaire juste, qui, elle non plus, n'est pas un dogme tout fait, mais ne prend sa forme définitive qu'en liaison étroite avec la pratique d'un mouvement embrassant réellement les masses et réellement révolutionnaire.

Si le bolchevisme a pu forger et réaliser avec succès, de 1917 à 1920, dans des conditions incroyables de difficultés, la plus sévère centralisation et une discipline de fer, la cause en est tout simplement dans une série de circonstances historiques spéciales à la Russie.

D'une part, le bolchevisme est né en 1903 sur le terrain, idéalement sûr, de la théorie marxiste. Et la rectitude de cette théorie révolutionnaire, et de celle-là seule, a été prouvée non seulement par l'expérience universelle de tout le dix-neuvième siècle, mais encore et en particulier par l'expérience des flottements et des hésitations, des erreurs et des déceptions de la pensée révolutionnaire en Russie. Au cours d'un demi-siècle environ, à peu près entre la quatrième et la neuvième décennie du siècle dernier, la pensée d'avant-garde en Russie, sous le joug d'un tsarisme sauvage et réactionnaire, a cherché avidement une théorie révolutionnaire juste, en suivant

avec un zèle et un soin étonnants, constamment et pas à pas, les « derniers mots » de l'Europe et de l'Amérique en cette matière. Le marxisme, comme l'unique théorie révolutionnaire juste, a vraiment été pour la Russie l'enfant d'un demi-siècle de souffrances et de sacrifices extraordinaires, d'un héroïsme révolutionnaire sans exemple, d'une énergie et d'un acharnement incroyables, de recherches, d'études, d'expériences pratiques, de déceptions, de vérifications, de comparaisons avec l'expérience de l'Europe. Grâce à l'émigration imposée par le tsarisme, la Russie révolutionnaire s'est trouvée posséder dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle une richesse de relations internationales, une perfection d'information sur les formes pratiques et sur les théories du mouvement révolutionnaire dans le monde entier comme aucun autre pays n'en a jamais possédées.

D'autre part, le bolchevisme, surgi sur ce roc de la théorie marxiste, a eu une histoire pratique de

quinze années, de 1903 à 1917, qui, par sa richesse d'expériences, n'a pas sa pareille au monde. Aucun autre pays pendant ces quinze ans, n'a autant vu, même à beaucoup près, comme expérience révolutionnaire, comme rapidité et variété de succession des formes diverses du mouvement, légales ou conspiratives, pacifiques ou orageuses, clandestines ou publiques, parlementaires ou terroristes, réduites à de petits cercles ou embrassant les masses. En aucun pays on n'a vu, rassemblée en un aussi court laps de temps, semblable richesse de formes, de nuances, de procédés de lutte dans toutes les classes de la société contemporaine. Et cette lutte, en outre, vu le caractère du pays et le poids du joug tsariste, arrivait à maturité avec une toute spéciale rapidité et s'assimilait avec une avidité et un succès particuliers « le dernier mot » en la matière de l'expérience politique d'Amérique et d'Europe.

N. LENINE.

Trois années de régime économique des Soviets

La révolution du prolétariat russe n'est plus une nouveauté dans la vieille Europe. On ne s'y est pas résigné, mais on s'y est habitué. Elle est devenue un élément constant de la vie mondiale, bien plus, un élément de plus en plus fort, de plus en plus capable de désagréger et d'abattre les fondements de l'autocratie bourgeoise sur notre planète. Si l'on compare la fin de la première, la fin de la seconde et celle de la troisième année de notre révolution, on verra que l'Etat des soviets, fondé en novembre 1917 (25 octobre vieux style) par le prolétariat russe, est la seule force rapidement croissante parmi tous les Etats formés récemment dans le Vieux Monde. En automne 1918 la Russie des soviets se réduisait à la région de Moscou avec 20.000 verstes de chemin de fer et 60 millions d'habitants. En automne 1919 elle comprend encore l'Oural, la région de l'au-delà du Volga, l'Ukraine. En automne 1920 l'Etat des soviets enferme déjà presque entièrement le Caucase, la Sibérie, le Turkestan, la Russie Blanche ; le jeune Etat des soviets se transforme de plus en plus en une force qui détermine la politique mondiale. Sur un dixième du globe terrestre flotte le drapeau des soviets, un dixième de l'humanité le tient déjà dans ses mains. Cette croissance excessivement rapide de l'importance de l'Etat des soviets, en comparaison des vieux Etats bourgeois et aux dépens de ces derniers, apparaît comme une espèce de symbole de l'avènement historique du prolétariat et de la chute de plus en plus accentuée de la bourgeoisie.

L'Europe bourgeoise s'est consolée longtemps et elle se console encore maintenant avec l'idée que la ruine de la Russie des soviets est inévitable malgré l'accroissement constant de son territoire et l'augmentation correspondante de ses ressources matérielles. La ruine est inévitable, disait l'opinion publique des capitalistes, parce que le pouvoir des ouvriers signifie l'absence de désir de

travailler, l'impossibilité d'organiser le travail ; cela signifie la vie du pays soutenue aux dépens de vieilles réserves, l'épuisement graduel et assez rapide de ces réserves et ensuite la banqueroute inévitable suivie du désespoir général, de la famine, des pogroms, de l'abrutissement et de la haine mutuelle. L'Etat des soviets peut subir avec succès l'épreuve militaire et politique, mais en tout cas il prendra fin sur le terrain économique — tel est le verdict bourgeois. Le pouvoir du capital sera rétabli, le fouet du propriétaire caressera le dos du paysan et les cadavres des ouvriers se balanceront aux lanternes.

Les questions du travail, les questions de l'organisation, de la reconstitution de tout ce que le pays dépense et doit dépenser pour son existence, sont en effet des questions fondamentales. On ne peut pas aller loin avec les vieilles réserves seules — en cela la bourgeoisie a raison. Si la victoire du prolétariat veut dire la victoire de la paresse, de la régression technique, de l'accroissement du désordre économique, alors sur le régime économique des soviets il faut mettre une croix comme sur un malade désespéré. La diminution absolue mais temporaire de la production par suite de telle ou telle cause extérieure, inévitable, ne doit pas effrayer. Mais si ces vices organiques sont la propriété du système même, dans ce cas les réserves, même les plus grandes, ne suffiront pas à le sauver. Il importe d'établir en un mot si la diminution de la production provient du caractère même du nouveau système ou des causes extérieures. Il faudra ensuite calculer le temps nécessaire pour éliminer ces causes.

Première proposition fondamentale : la masse totale du travail productif a incontestablement

diminué en Russie en comparaison de la période d'avant-guerre, avant 1914. La quantité de produits fabriqués a également diminué. Si l'on considère l'industrie, l'on voit qu'en 1919-1920, le rendement annuel moyen d'un ouvrier est égal à 45 % seulement de son rendement d'avant la guerre (1). Mais ce dernier rendement avait deux causes différentes : pendant les quatre dernières années avant la révolution (1913-1916) les fabriques et les usines ne connaissaient pas le chômage par suite du manque des matières premières ou du combustible. Au contraire en 1919-1920 par suite d'un pareil chômage il y a en moyenne pour chaque ouvrier une perte de 53 jours de travail. Les sources fondamentales de matières premières et de combustibles (minerais, naphte, charbon, coton, laine, cuir, etc.) sont concentrées entièrement, ou en plus grande partie, aux confins méridionaux et orientaux de l'ancien empire russe qui sont restés pendant près de trois années détachés du centre des soviets et occupés par la contre-révolution. Le chômage par suite de maladie causait avant la guerre une perte de 7 jours 1/2 en moyenne par an et par ouvrier, tandis qu'en 1920 cette perte est de 19 jours. Cette augmentation de chômage doit être mise entièrement au compte de la guerre, de la contre-révolution et du blocus, qui ont causé en Russie une telle disette de médicaments, de combustibles et de produits alimentaires, qu'on ne peut qu'admirer la résistance de la population grâce à laquelle le chiffre des malades n'a augmenté que de 2 1/2, quoique au cours de l'hiver 1919-1920 dans les gros centres, où sont concentrés ordinairement les fabriques et les usines, on n'ait presque pas chauffé les appartements, ni fourni les médicaments nécessaires (chacun sait que la quinine, par exemple, ne pousse pas en Europe, surtout pas en Russie), ni une nourriture suffisante pour les organismes épuisés.

Avant la guerre, dans les conditions normales de production, l'ouvrier manquait en moyenne 16 jours 1/2 au travail par an ; en 1920 nous voyons ce chiffre monter jusqu'à 35 jours 1/2. La raison fondamentale de ces chômages fréquents, nous la voyons dans ce fait que l'ouvrier en quête d'aliments toujours en défaut, se voit obligé de quitter son travail pour chercher soit à la campagne, soit aux marchés, dits « libres », des autres villes, tout ce qui vient à lui manquer. Il fait ses acquisitions par voie d'échange, se séparant des objets familiers de son foyer. Mettons que cette absence de l'ouvrier n'est dû qu'à son manque de savoir faire, à son impuissance de résoudre en bloc la question de l'approvisionnement du pays par voie d'intervention de l'Etat. S'il en est ainsi, nous verrons cette imperfection disparaître graduellement grâce dans une certaine mesure à l'initiative puissante des pouvoirs du prolétariat, initiative se manifestant dès les premiers instants de son établissement.

Ainsi le décret qui a établi la journée de travail de 8 heures (au lieu de la moyenne de 9 heures pratiquée dans toutes les fabriques et usines, ce même décret a fixé, en le diminuant, le nombre des jours fériés. Il a annulé les fêtes de la famille impériale ainsi que beaucoup de fêtes re-

(1) Les chiffres cités plus loin sont tirés principalement des travaux des camarades Stremiline, Lossitzky et Falkes exécutés pour la commission du camarade Groman qui a pris fin en octobre 1920. Par ordre du Conseil de la Défense une série de travaux a servi de points de départ pour établir les pertes causées à la Russie par le blocus impérialiste et par les émeutes et la guerre contre-révolutionnaire alimentées par l'Entente.

ligieuses. Le nombre normal des jours de travail sous le régime des Soviets s'élève à 300 par an au lieu de 264 de la dernière année de paix (1913) sous le tsarisme.

Notons en passant que l'augmentation de 36 jours de travail par an coïncide presque avec l'augmentation du chômage, — avec les 35 jours 1/2 indiqués ci-dessus. En outre, le prolétariat, la classe victorieuse, affranchie, n'a reculé devant aucun sacrifice : il a augmenté sa journée de travail, il a décrété le travail supplémentaire des jours fériés, lorsque la lutte avec la contre-révolution a exigé un effort suprême. La durée moyenne de la journée de travail était en 1918 de 8 heures, vers la fin de l'année 1919 de 8 h. 3/4, au premier trimestre de 1920 elle était de 9 h. 1/2. Le nombre des jours fériés employés à un travail supplémentaire est supérieur de 11 jours, suivant les données statistiques de 1920, au nombre des jours de congé dont l'ouvrier dispose effectivement par an selon la loi. En définitive, la moyenne d'heures de travail fournie pendant une année par un ouvrier est d'environ 70 % de celle fournie par le même ouvrier en l'année de paix 1913. Ce chiffre est en rapport direct avec la perte du temps de travail, causée par le manque de matériaux, de chauffage et par la fréquence des maladies. Les fables que répandent les parasites du capitalisme européen sur la diminution de la somme totale du travail qui se serait emparé de la classe ouvrière dès le moment de son triomphe politique et social ; toutes ces fables, disons-nous sont en contradiction évidente avec les résultats de trois ans d'expérience. Nous affirmons au contraire que la somme totale de travail effectué ne cesse d'augmenter...

Ce qui n'a pu ne pas baisser — en Russie, comme ailleurs — ce qui a dû forcément baisser par l'effet de la guerre, — c'est la productivité du travail de l'ouvrier moyen, le nombre d'objets fournis pendant une heure de travail, etc... L'ouvrier fournit un nombre moindre d'heures de travail par an ; de plus il produit à chaque heure moins que par le passé. En l'année 1919 la production moyenne par heure s'élevait à 2/3 seulement de la production du temps de paix. Deux faits nous expliquent suffisamment la baisse de la productivité : en premier lieu, le remplacement de la main-d'œuvre par suite de la mobilisation et, en second lieu, l'épuisement de l'organisme, la disette des centres industriels du pays que la contre-révolution a séparés des régions riches en pain.

Vers l'automne de l'année 1918, la Russie des Soviets n'avait qu'une armée relativement petite. Au cours du dernier tiers de cette même année, du premier et du deuxième tiers de l'année 1919 on a mobilisé en moyenne 800.000 hommes pour chaque période de quatre mois sur le territoire européen de la Russie des Soviets (sans compter l'Ukraine, le Caucase et le Don). Pendant le dernier tiers de 1919, — illustré par les victoires remportées sur la contre-révolution du sud (Dénikine) — la mobilisation ne porte plus que sur 500.000 hommes ; pendant le premier tiers de 1920 (victoires sur la contre-révolution de l'Est, Koltchak) — seulement sur 350.000 hommes. Ces chiffres, — notons-le en passant — témoignent avec plus d'éloquence que n'importe quel acte diplomatique, à quel point la Russie des Soviets tenait très sincèrement, à sauvegarder la paix avec la Pologne. Celle-ci attaque la Russie le 26 avril. Jusqu'à ce moment, pendant plus d'une demi-année, la Russie baisse le chiffre des mobilisés, de mois en mois, profitant de chaque victoire sur Koltchak et Dénikine pour diminuer-le

fardeau improductif de la guerre qui, avec la contre-révolution soutenue par l'Entente, serre étroitement le nœud de la Révolution.

Le nombre total des mobilisés en Grande-Russie, (y compris l'Oural et les régions de la Volga) a atteint 40 % de la population masculine entre 20 et 39 ans. L'ouvrier dans la force de l'âge dut donc être remplacé par la femme, ouvrière plus fragile, par l'ouvrier sur le déclin, par l'homme peu dressé au travail fixé. La qualité du travail, forcément a dû s'en ressentir. Mais la raison fondamentale de cette diminution de travail c'est — il n'y a pas de doute — la famine, la famine créée par l'Entente et ses parasites russes. Vers la fin de la première année de la Révolution, le Capital impérialiste des Etats européens — soutenu par les Tchéco-Slovaques et les généraux cosaques — réussit à séparer le centre industriel et forestier avec ses 70 millions d'habitants, des régions riches en blé. Si, en 1918, la Russie européenne avait eu à subir le fléau d'une année aussi mauvaise, quant à la récolte, que celle de 1920, des millions d'hommes auraient péri et l'anéantissement de toute organisation politique eût été, selon toutes les probabilités, inévitable. Pour nous rendre compte du progrès économique de la Russie des Soviets durant les dernières années, notons ce fait éloquent : en 1920 pendant la disette, l'Etat distribue les rations de pain aux ouvriers de Moscou plus régulièrement et plus largement qu'il ne l'a fait en l'année 1918, bien plus riche en blé.

Mais, malgré tout, l'ouvrier est nourri beaucoup plus mal qu'en temps de paix, même en tenant compte de tout ce qu'il acquiert au marché, dit « libre » c'est-à-dire par voie d'achats directs chez le paysan ou chez le spéculateur ambulante ; car il faut dire que l'ouvrier achète chez le spéculateur presque la moitié de tout ce qu'il consomme. Avant la Révolution, durant neuf années (1908-1916) l'ouvrier adulte des villes consommait en moyenne 3.320 calories en 24 heures, en traduisant par cette unité la valeur nutritive des aliments. Au début de 1919, l'ouvrier ne consommait plus que 2.680 calories ; au début de 1920 le chiffre remonte à 2.980 calories. La situation au cours d'une année s'est améliorée d'un dixième, mais il lui manque encore un quart pour atteindre à la moyenne d'avant la guerre. En moyenne on peut admettre 2.830 calories pour les deux dernières années auxquelles se rapportent aussi les données relatives à la quantité et à la qualité du travail, à la durée de la journée du travail, à la productivité, etc... Si l'on compte que 2.000 calories sont indispensables au seul entretien de l'existence d'un adulte, sans perte d'énergie en travail, nous obtenons les chiffres que voici : l'ouvrier consommait avant la révolution 1.820 calories pour le travail seul ; les deux dernières années il ne consommait que 830 calories, c'est-à-dire près de 46 % de la quantité d'avant la guerre. Il est curieux de noter que ce chiffre correspond à celui de la moyenne production annuelle d'un ouvrier des villes.

Du moment qu'il ne travaille en fait que 70 % de la moyenne d'heures par an du temps de paix et que chaque heure il ne produit que les 2/3 de ce qu'il produisait alors, il est évident que pendant une année il produira tout juste près de 45 % de la production annuelle d'autrefois. Dès lors, la désorganisation suscitée non seulement par le manque d'aliments, mais aussi par l'usure des machines, etc... toute cette désorganisation, disons-nous, est compensée largement par la pro-

duction actuelle du travail qui l'emporte de beaucoup sur celle d'avant la guerre, bien entendu en tenant compte des conditions plus favorables d'alors.

En résumé, le régime ouvrier, l'organisation soviétique, malgré toutes ces imperfections de détails sait mieux exploiter les conditions historiques actuelles que le régime capitaliste ne savait le faire de celles qui existaient en Russie sous son règne.

La classe ouvrière, à conditions extérieures inégales produit plus, et à conditions égales fait plus d'efforts qu'elle n'en a fait sous le régime capitaliste. Et rien qu'à ce point de vue, laissant de côté toute autre considération, pour le rétablissement de toute la vie économique, y compris la vie économique rurale, le régime des soviets est plus avantageux que le pouvoir bourgeois rétabli.

••

Néanmoins, ce serait se tromper que de croire que la Russie des soviets est arrivée à réaliser 45 % de la production industrielle de la Russie impériale. Il faut tenir compte de la diminution du territoire. La commission du camarade Groman, dont il a été question plus haut, a calculé également la diminution de la vie économique qui aurait dû avoir lieu alors même que la productivité du travail n'aurait point baissé. La production annuelle d'avant guerre, en monnaie d'or de l'époque, était de 4 milliards 1/2 de roubles pour l'économie rurale et de 2 milliards pour l'économie industrielle. La production soviétique effective pour une année, d'après les chiffres de la commission du camarade Groman, est pour l'industrie à peu près de 420 millions de roubles et pour l'économie rurale de 2 milliards 1/2 de roubles or d'avant guerre. Ainsi donc, quoique la production moyenne annuelle d'un ouvrier ne soit dans l'industrie que de 45 % de la production du temps de paix, la Russie des soviets en 1919 et en 1920 ne produisait qu'un peu plus de 20 % de la production annuelle industrielle de l'empire tsariste d'avant la guerre. C'est la limite la plus basse de la compression de la vie économique, limite atteinte en 1918-1920 par suite du morcellement de l'ancienne Russie en parties détachées les unes des autres par la baïonnette impérialiste et l'émeute contre-révolutionnaire.

La reprise des régions principales et leur rattachement au centre qui s'est effectué dans la seconde moitié de l'année 1920, change la situation de tout en tout. Au 1^{er} janvier 1920 il y avait en Russie d'Europe 350.000 pouds de coton ; au 15 octobre, il y en a déjà 3.050.000 pouds, sans compter le coton qui se trouve en route, expédié du Turkestan ; au Turkestan même il y en a des quantités bien plus grandes. De l'été 1919 à l'été 1920 l'on a consommé seulement près de 20 millions de pouds de naphte — c'est tout ce qu'il y avait. Actuellement, en novembre 1920, nous abordons l'année qui vient avec un stock de presque 150 millions de pouds transportés pendant l'été du Caucase où il en reste presque autant. Pendant deux ans environ, sous les régimes successifs des divers généraux cosaques et tsaristes, pas un haut fourneau n'a travaillé dans le bassin du Donetz. La région principale de la métallurgie russe n'existait pas, le pays vivait seulement des stocks, fonte et fer, qui s'épuisaient ; dans la deuxième moitié de l'année 1920, après avoir réussi à rétablir dans les proportions de 15 à 20 % la production de la houille qui avait presque complètement cessé, on a commencé de nouveau la fonte du minerai dans le sud ; après un long intervalle les

premiers hauts fourneaux ont été à nouveau rallumés, cependant que dans le nord, dans la région de Moscou, à Ivanovo-Vosnesensk et ailleurs, se mettent en marche par dizaines les usines textiles de coton, qui avaient chômé presque aussi longtemps. En un mot, tout indique qu'en l'année 1921 qui vient l'industrie donnera un chiffre total de production bien supérieur à celui de 20 % de la production de paix dont nous étions obligés de nous contenter jusqu'ici. Il est certain qu'au point de vue de la consommation, les résultats de l'amélioration ébauchée dans la production se feront sentir plus tard, quand les totaux de la production nécessaire arriveront à correspondre à la consommation aussi bien individuelle que technique.

**

Les années qui viennent de s'écouler ont été non seulement des années de lutte pour l'entretien quotidien de la vie du pays et pour la reconstruction d'une base d'économie régulière grâce au rattachement des régions des matières premières et de combustible aux centres industriels, mais encore, grâce à la concentration de toutes les ressources techniques du pays et à leur répartition régulière, l'on a créé et l'on crée une base technique pour le développement futur de la production, plus puissante qu'avant la guerre. Sous ce rapport, il faut signaler en premier lieu la construction de presque 60.000 kilomètres (plus de 6.000 verstes) de nouvelles lignes de chemin de fer, c'est-à-dire l'accroissement de presque 10 % du réseau créé pendant environ trois quarts de siècle sur le territoire actuel de la République des soviets. L'exécution d'un travail aussi grand a été possible surtout à la suite de l'étude minutieuse de l'utilité de toutes les lignes existantes et à l'enlèvement, pour des fins plus productives, des anciennes voies spéciales militaires devenues maintenant inutiles, etc. L'on a construit surtout tout un système de lignes d'accès, s'enfonçant dans les grands massifs forestiers, qui permettent de commencer l'exploitation en grand des fameuses forêts russes, restées jusqu'ici presque inexploitées (il faut remarquer que déjà en 1920 l'exploitation par l'Etat des bois de chauffage est plus du double de celle de la Russie du temps de paix).

Une pareille répartition des ressources techniques, l'utilisation de leur ensemble telle qu'elle est pratiquée sous le régime soviétiste, unique, compréhensive et rationnelle, n'était pas possible sous le régime bourgeois divisé en mille unités isolées et concurrentes même dans l'industrie moyenne et grande ; grâce à cette répartition, l'Etat soviétiste diminue puissamment les conséquences fâcheuses de la longue impossibilité où se trouve la Russie de recevoir un nouvel outillage technique de l'étranger. Parfois le résultat est obtenu d'une façon assez originale, par exemple, pour la construction de la nouvelle station électrique régionale près de Moscou, à Schatourka, l'on s'est servi de chaudières des torpilleurs, dont on dispose en quantité suffisante pour construire toute une série de stations de même genre. Il convient de remarquer que la Russie des soviets, et en cela elle diffère singulièrement de la Russie tsariste, fait une grande place à l'électricité : ceci est facile à comprendre si l'on songe à son rôle civilisateur en général dans le domaine technique, en faveur du prolétariat. Sous le régime de la bourgeoisie, même lorsque le seul désir d'améliorer sa propre situation la poussait inévitablement au progrès technique, la bourgeoisie tâchait de remplacer l'ouvrier de plus en plus cher et exi-

geant par la machine : maintenant, c'est l'ouvrier lui-même dans le but de rendre plus facile et plus productif le travail social qui suit cette tendance. L'auteur de ces lignes a visité il n'y a pas longtemps un des gouvernements provinciaux russe, celui de Vladimir, et il y a trouvé, construites dans les campagnes pendant ces trois dernières années, 59 petites stations électriques (chacune éclaira quelques villages, fournit la force motrice à quelques moulins, met en mouvement un atelier de réparations) et des stations électriques dans huit villes d'arrondissement. Avant la révolution bolcheviste on ne connaissait l'électricité dans tout le gouvernement de Vladimir qu'au chef-lieu du gouvernement.

**

L'amélioration graduelle de la vie économique a mis en mesure l'Etat des soviets de s'attaquer à la solution du problème qui préoccupe en ce moment tous les Etats européens, celui du régime monétaire, et cela d'une façon qui n'est à la portée d'aucun Etat capitaliste, je veux dire en rendant graduellement inutile l'usage même de l'argent. Tant que la Russie des soviets conservait tous les procédés du régime papier-monnaie des pays bourgeois, le phénomène bien connu à la suite de la révolution française de la fin de XVIII^e siècle se manifestait avec toute sa rigueur : l'émission de plus en plus enflée du papier-monnaie et, par conséquent, l'accroissement rapide des prix. Revenant aux données de la commission du camarade Groman, prenons les prix moyens au marché « libre » dans quelques dizaines de villes d'arrondissement, en avril 1920 pour 2.700 calories de ration alimentaire moyenne et prenons pour unité le prix de cette ration pendant la dernière année de paix, en 1913. Dans le premier trimestre de l'année 1918, c'est-à-dire pendant la première période de la révolution bolcheviste, ce prix sera égal à 29 unités : par ce fait on peut calculer le déloge de papier-monnaie résultant de la guerre impérialiste. Plus d'une année après, au second trimestre de l'année 1919, ce prix s'élève à 243 unités, pendant le troisième trimestre de la même année à 448 unités, pendant le quatrième à 949 et pendant le premier de l'année 1920 déjà à 2.103 (le prix double environ tous les trois mois). L'Etat des soviets a pu dès à présent commencer à se libérer de cette progression infinie grâce à l'élimination complète des règlements de comptes en argent dans tous les cas où il y a un déplacement de richesses économiques à l'intérieur d'une branche économique isolée ; celle-ci n'a besoin que d'une comptabilité en nature, et non d'une comptabilité en argent (de même qu'à un dîner de famille ou dans l'économie domestique en général, la mère n'a pas de comptes en argent avec les enfants pour la soupe qui leur est servie, elle fait seulement la part de chacun). Ce qui est très caractéristique pour l'accroissement graduel de l'appareil économique des soviets, c'est que, chose impossible pendant la révolution, maintenant, avant le 11 octobre 1920, le Conseil des Commissaires du Peuple a trouvé possible d'abolir déjà tous les paiements en argent pour tous les produits sans exception (tant alimentaires qu'industriels) fournis par l'Etat aux ouvriers, employés et aux membres de leurs familles, pour le chauffage, le gaz, l'électricité, le téléphone, l'eau, la canalisation, pour droits de circulation en chemins de fer, pour le transport en chemin de fer de toutes espèces de marchandises, y compris les marchandises des particuliers, etc. En même temps il a été reconnu possible d'abolir dans le plus court délai tous les comptes en argent, tant entre entreprises industrielles (pour les matières premières,

les produits à demi fabriqués, les produits industriels) qu'entre entreprises industrielles et organes de répartition et toutes les administrations de l'Etat. En attendant, l'usage de l'argent est conservé encore en Russie seulement pour les achats au marché « libre » qui se réduit naturellement, à mesure de la concentration effective des produits aux mains de l'Etat et dans la vie paysanne, jusqu'à ce que dans le domaine de cette dernière aussi l'Etat arrive complètement aux échanges en nature dans les comptes avec les paysans, pour les produits agricoles qu'ils lui livrent et pour les travaux de transport, forestiers et autres qu'ils font (dans ce sens les premiers pas sont déjà faits).

La mise au point de l'économie soviétiste est, cela va de soi, loin d'être achevée et toute une série de problèmes sont encore à résoudre. Faute de place nous n'avons pu parler ici de bien des choses essentielles. Nous n'avons pas expliqué, par exemple, des faits d'importance capitale, comme l'or-

ganisation, dans l'agriculture, de quelques milliers de propriétés d'Etat d'une superficie totale de près de 4 millions d'hectares, comme les nouveaux essais dans le domaine de l'administration économique (la mobilisation en vue du travail de trois classes, la propagande économique, etc., etc.). En tout cas, pendant ces trois dernières années, l'on a créé suffisamment pour pouvoir continuer à construire et la direction du développement est devenue suffisamment nette. La population de la Russie, en attendant, vit matériellement plus mal qu'avant la guerre, mais déjà devant elle brille une éclaircie sous ce rapport. L'essai du premier Etat des soviets a passé avec succès un examen de trois ans et, en définitive, « l'Etat de la dictature du prolétariat » entre dans sa quatrième année d'existence plus fort que jamais et prêt à continuer à accomplir sa tâche historique.

21 octobre 1920.

J. LARINE.

La Mère et l'Enfant, en Russie Soviétique

Nous publions ici un extrait du rapport de la Section de la Protection de la Maternité et de l'Enfance près du Commissariat du Peuple de l'Hygiène Publique.

Pendant les trois années de leur existence, les autorités soviétiques ont émis toute une série de décrets et de décisions ayant pour but la sauvegarde de la femme-mère :

a) La femme enceinte est libérée de toute obligation de travail huit semaines avant l'accouchement et huit semaines après ;

b) La femme enceinte n'est pas autorisée à faire un travail dans des entreprises qui pourraient nuire à sa santé ;

c) La femme est libérée de son travail et garde le droit à son salaire pendant huit semaines avant et huit semaines après les couches ;

d) La journée de travail de la mère pendant neuf mois après ses couches est réduite à six heures et la mère est libérée pour une demi-heure de son travail toutes les trois heures pour l'allaitement de son enfant ;

e) L'ouvrière, femme d'un ouvrier ou d'un soldat de l'armée rouge, obtient des objets manufacturés nécessaires au nouveau-né ;

f) La mère qui nourrit elle-même son enfant reçoit de l'argent et un secours matériel pendant neuf mois entiers ;

g) La femme enceinte reçoit un supplément d'alimentation pendant les quatre ou cinq mois précédant l'accouchement et pendant toute l'époque où elle nourrit son enfant ;

h) Les champs de la femme enceinte d'un soldat rouge sont travaillés, au premier tour, suivant l'obligation du travail agricole ;

i) La femme enceinte a le droit de recevoir, hors tour, les produits et des billets de voyage, ainsi que les places dans les bateaux, les trains, tramways, etc...

Pendant ces mêmes trois années de son existence, l'autorité soviétique a créé toute une série

d'administrations chargées de veiller à la sauvegarde de la mère et de l'enfant pendant l'époque de ses couches, telles que :

a) Etablissements d'accouchement et de crèches dans lesquels on a réuni les moyens les plus complets pour le secours aux femmes en couches ;

b) Cliniques de consultation pour femmes enceintes dans lesquelles celles-ci obtiennent des conseils et des indications donnés par des médecins dans l'intérêt de la santé de l'enfant ;

c) Maisons de la mère et de l'enfant qui sont en même temps des écoles de maternité pour la femme et dans lesquelles on enseigne les règles de nutrition et de soins à donner à l'enfant ; cet enseignement y est donné sous la surveillance de médecins et de sœurs de charité expérimentés ;

d) Cliniques de consultation pour les mères en vue de leur accouchement et de la nourriture de l'enfant au sein ;

e) Crèches pour enfants jusqu'à l'âge d'un an ;

f) Crèches pour enfants jusqu'à l'âge de trois ans ;

g) Dans les villes, des cuisines où l'on prépare pour l'enfant une bonne nourriture lactée, de bonne qualité, sur les indications du médecin ;

h) Crèches de jour dans les différents quartiers de la ville et même dans les usines, où les mères peuvent laisser leur enfant pendant leur travail ;

i) Des crèches d'été, existant surtout dans les campagnes et dans les villages à l'époque des travaux aux champs ;

j) Organisations de visites à domicile par des sœurs expérimentées pour donner sur les prescriptions des médecins, des conseils pour la nutrition et le soin nécessaire aux enfants au sein.

Il y a 1.500 de ces administrations que la Section pour la Protection de la Maternité et de l'Enfance près le Commissariat du Peuple de l'Hygiène Publique a répandu par toute la Russie, plus de 400 crèches et 600 maisons pour enfants. Le nombre d'enfants abrités dans ces administra-

tions atteint environ 140.000, et le nombre de mères 13.000. Le budget du sous-secrétariat s'élève à 11.000.000 de roubles pour les premiers six mois de son existence en 1918 : et il atteint en 1920 le chiffre de deux milliards.

Afin de fournir à toutes ces administrations leur personnel médical et spécialiste, la Section de la Protection de la Maternité et de l'Enfance a ouvert à Moscou et dans différents lieux :

1° Un institut de sages-femmes ;

2° Des cours pour médecins ;

3° Des cours pour sœurs de charité formées pour soigner les enfants du premier âge, grâce auxquels on a déjà envoyé dans toute la Russie environ 1.000 spécialistes seulement de Moscou et choisis parmi la jeunesse prolétarienne.

La Section est reliée dans ses travaux avec les organisations professionnelles et avec les sections des travailleuses des comités du Parti, et cette section n'aura atteint la perfection désirée que lorsque la ville et la campagne ouvrières seront réunies dans son activité.

VERA.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAISSANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	14 »	16 »
12 mois	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD, 123, rue Montmartre — PARIS

Clara Zetkin

Les batailles révolutionnaires de l'Allemagne

Une forte brochure présentant le raccourci historique de la première étape de la Révolution allemande. Les journées tragiques de Berlin et de Munich, les grandes figures de Karl Liebknecht, Rosa Luxembourg, Eugène Leviné, revivent dans ces pages frémissantes de l'illustre et vénérée militante communiste, Clara Zetkin.

Prix..... 0 fr. 75

Léon Trotsky

Les Soviets et l'Impérialisme Mondial

Ce discours, prononcé par Trotsky à Moscou, exhorte les ouvriers et les paysans russes à la résistance armée aux assauts de la contre-révolution mondiale. L'héroïque chef suprême de l'armée rouge réfute les préjugés et les erreurs qui entravaient l'organisation de la guerre révolutionnaire.

Prix..... 0 fr. 60



Bibliothèque

Communiste

PARIS

123, rue Montmartre

A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution (préface de Boris Souvarine)</i>	0 50
KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 »
ALEXANDRA KOLLONTAI. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LENINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i>	0 25
A. RANSOME — <i>Six semaines en Russie</i>	3 50
S.-J. RUTGERS. — <i>En Russie Soviétique</i>	0 75
JACQUES SADOUL. — <i>Notes sur la Révolution bolchevique</i>	7 50
BORIS SOUVARINE. — <i>La Troisième Internationale</i>	0 50
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i>	0 50
TROTSKY — <i>L'Avènement du Bolchevisme</i>	4 »
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i>	0 60
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i>	0 40
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
*** <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0 60
*** <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50
*** <i>Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc.</i>	1 25
*** <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2^e Congrès)</i>	0 75
*** <i>Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (votés par le 2^e Congrès)</i>	3 »

P. Vaillant-Couturier

A ceux des champs

Cette brochure s'adresse aux camarades des champs, aux millions de demi-prolétaires, petits propriétaires, petits métayers, journaliers, ouvriers et ouvrières agricoles de toutes sortes, qui représentent près des trois quarts de la population rurale de la France.

Elle doit permettre, à tout camarade vaincu, d'entreprendre, fût-il seul, la bonne besogne de libération dans son milieu rural

0 50

Le Gérant : R APERCE



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

IMPRIMERIE FRANÇAISE (Maison J. Dangon)
Georges DANGON, imprimeur
123, rue Montmartre, Paris (2^e arr.)